



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ.

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY

PROVINCE DE QUEBEC

QUEBEC, SAMEDI, 15 FEVRIER 1902.

AVIS DU GOUVERNEMENT

Les avis, documents ou annonces reçus après midi le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

35

PROVINCE DE QUEBEC.

BUREAU DU GREFFIER DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE.

Québec, 13 février 1902.

Le trente-unième jour de janvier mil neuf cent deux, Joseph Arthur Godbout, écuyer, a été élu député à l'assemblée législative de la province de Québec, pour représenter le district électoral de Beauce.

L. G. DESJARDINS,

765 Greffier de la Couronne en Chancellerie.

Nominations

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté en conseil, en date du trente janvier 1902, de nommer M. le docteur Joseph Aldéric Ste-Marie, de Gracefield, percepteur du revenu provincial pour le district d'Ottawa Nord.

729

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 15th FEBRUARY, 1902.

GOVERNMENT NOTICES.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock on the Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but will appear in the next subsequent number.

36

PROVINCE OF QUEBEC.

OFFICE OF THE CLERK OF THE CROWN IN CHANCERY.

Quebec, 13th February, 1902.

The thirty-first day of January, one thousand nine hundred and two, Joseph Arthur Godbout, esquire, has been elected member of the Legislative Assembly of the province of Quebec, to represent the electoral district of Beauce.

L. G. DESJARDINS,

766

Clerk of the Crown in Chancery.

Appointments

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the thirtieth day of January, 1902, to appoint Mr. Joseph Aldéric Ste-Marie, physician, of Gracefield, provincial inland revenue collector, for the district of Ottawa North.

730

DÉPARTEMENT DU SECRÉTAIRE DE LA PROVINCE.

Quebec, 10 février 1902.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, le 7 février 1902, en vertu des dispositions de l'article 327 du code municipal, de nommer MM. Octave Turmelle, Pierre Nadeau et Louis Ferland, conseillers de la municipalité de Sainte-Germaine du Lac Etchemin, comté de Dorchester, en remplacement de MM. Adéard Laflamme, Pierre Breton et Auguste Ferland, sortis de charge, et aucune élection n'ayant eu lieu pour les remplacer.

723

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Nomination d'un commissaire d'écoles.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du 7 février courant (1902), de nommer M. Augustin Bourbeau, commissaire d'écoles pour la municipalité du Cap-Rouge, comté de Québec, en remplacement de M. J. B. Petitclerc qui a quitté la municipalité.

709

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, de révoquer la commission pour la décision sommaire des petites causes, en date du vingt-septième jour de février 1883, pour la paroisse de Sainte-Marguerite, comté de Terrebonne, et de nommer par commission en date du quatrième jour de février 1902, Polydore Gauthier, Cyprien Lahaie, James McGuire, cultivateurs; Charles Lajeunesse, rentier, et Joseph Charlemagne Lajeunesse, marchand, de la paroisse de Sainte-Marguerite, commissaires de la dite cour.

711

Proclamation

Canada,
Province de }
Québec. }
[L. S.]

L. A. JETTE.

EDOUARD VII, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'elles pourrout concerner—SALUT :

PROCLAMATION.

HORACE ARCHAMBEAULT } ATTENDU qu'en
Proc. Général. } vertu des dispositions
de l'article 2499 des statuts refondus de la province de Québec, il est décrété que, lorsqu'il le jugera convenable, le lieutenant-gouverneur en conseil peut établir, par proclamation, dans et pour chaque comté, cité ou ville, dans cette province, une ou plusieurs cours de magistrats qui sont désignées d'après ces comtés, cités ou villes respectivement, où ces cours peuvent être établies, comme suit : cour de magistrat pour le comté de, OU la cité de, OU la ville de (SUIVANT LE CAS, NOMMANT LE COMTE, LA CITE OU LA VILLE), si plus d'une de ces cours sont établies pour un comté, chacune d'elles, après la première, est en outre désignée sous le nom du lieu, du village, de la cité ou de la ville où cette cour, par proclamation ou arrêté du lieutenant-gouverneur en conseil, peut être établie comme suit : la cour de magistrat pour le comté de (NOMMANT LE COMTE) à (NOMMANT LA VILLE, LE VILLAGE, LA CITE OU LE LIEU).

ET ATTENDU que Nous avons jugé à propos, pour la bonne administration de la justice, et conformément à l'article 2499 ci-dessus cité, d'établir une cour de magistrat de district, à New-Carlisle, dans

PROVINCIAL SECRETARY'S DEPARTMENT.

Quebec, 10th February, 1902.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased to appoint on the 7th February, 1902, under the provisions of article 327 of the municipal code, Messrs. Octave Turmelle, Pierre Nadeau and Louis Ferland, councillors of the municipality of Sainte Germaine du Lac Etchemin, county of Dorchester, in the place of Messrs. Adéard Laflamme, Pierre Breton and Auguste Ferland who have gone out of office, and to replace whom no election has been held.

724

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Appointment of a school commissioner.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 7th February instant (1902), to appoint Mr. Augustin Bourbeau, school commissioner for the municipality of Cap-Rouge, county of Quebec, to replace Mr. J. B. Petitclerc, who has left the municipality.

710

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased to revoke the commission for the summary trial of small causes, dated the twenty-seventh day of the month of January, 1883, for the parish of Sainte Marguerite, county of Terrebonne, and to appoint by commission dated the fourth day of February, 1902, Polydore Gauthier, Cyprien Lahaie, James McGuire, farmers; Charles Lajeunesse, burgess, and Joseph Charlemagne Lajeunesse, merchant, of the parish of Sainte Marguerite, commissioners of the said court.

712

Proclamation

Canada,
Province of }
Quebec. }
[L. S.]

L. A. JETTE.

EDWARD THE SEVENTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas King, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING :

PROCLAMATION.

HORACE ARCHAMBEAULT, } WHEREAS under
Atty. General. } the provisions of
article 2499 of the revised statutes of the province of Quebec, it is enacted that the lieutenant governor in council, whenever he thinks proper, may, by proclamation, establish, in and for any county, city or town in this province, one or more magistrate's courts to be designated according to the respective counties, cities or towns wherein the same may be established, as follows : as magistrate's court for the county of, OR the city of, OR the town of (AS THE CASE MAY BE, NAMING THE COUNTY, CITY OR TOWN,) where more than one such court is established for a county, then each, after the first, shall be further designated by the name of the place, village, city or town where such court may, by proclamation or order of the lieutenant governor in council, be established as follows : The magistrate's court for the county of (NAMING THE COUNTY) at (NAMING THE TOWN, VILLAGE, CITY OR PLACE) ;

AND WHEREAS we have thought proper, for the good administration of justice, and in compliance with article 2499 hereinabove cited, to establish a district Magistrate's Court, at New Carlisle, in the

le comté de Bonaventure, et que les termes de la dite cour soient fixés comme suit, savoir : du quinzième au dix-huitième jour de mars, du vingt-neuvième au trente-unième jours de juillet, et du quinzième au dix-huitième jours de novembre, chaque année, ces jours inclusivement.

A CES CAUSES, par et de l'avis du Conseil Exécutif de Notre province de Québec, Nous avons réglé et ordonné, et par les présentes réglons et ordonnons :

Qu'une cour de magistrat pour le comté de Bonaventure, à New-Carlisle, est et sera établie, et que les termes de la dite cour sont et seront fixés comme suit, savoir : du quinzième au dix-huitième jours de mars, du vingt-neuvième au trente-unième jours de juillet, et du quinzième au dix-huitième jours de novembre, chaque année, ces jours inclusivement.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable SIR LOUIS A. JETTE, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, Lieutenant-Gouverneur de Notre Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce SIXIÈME jour de FEVRIER, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent deux, et dans la première année de Notre Règne.

Par ordre,

ADELARD TURGEON,

Secrétaire de la province.

713

Avis du Gouvernement

DU SECRÉTAIRE D'ÉTAT POUR LES COLONIES

A Son Excellence le Gouverneur-Général.

Londres, 2 décembre 1901.

Cable,

En conséquence de la mise en force de la loi martiale dans tous les ports anglais de l'Afrique du Sud, il a été décrété avec le concours du gouvernement de la Colonie du Cap et Natal, que, après le premier jour de janvier prochain, les personnes désirant débarquer dans ces colonies devront se pourvoir d'un permis.

Les permis seront émis dans ces pays par un officier spécial nommé à cet effet, sur présentation d'un certificat signé par un membre du parlement, juge de paix, membre du clergé, ou ministre ou officier des troupes de Sa Majesté, attestant que le requérant possède au moins £100 ou est en position de se pourvoir par lui-même dans l'Afrique du Sud ; que l'objet de son voyage (mentionné ici l'objet) est *bona fide* et qu'il n'a pas été déporté ou chassé de l'Afrique du Sud comme indigent.

Les requérants après production de certificats satisfaisants sont requis de signer une déclaration au même effet, déclarant de plus qu'ils n'aideront pas, ni directement ni indirectement en aucune manière les ennemis de Sa Majesté dans l'Afrique du Sud, et qu'ils connaissent la pénalité qu'ils encourront en vertu de la loi martiale.

Les membres d'une même famille seront désignés dans le permis accordé au chef ; cependant un permis séparé sera requis pour chaque fils et fille au-dessus de 16 ans.

Avis sera publié mentionnant que les passagers

county of Bonaventure, and that the terms of the said court be fixed as follows, to wit : from the fifteenth to the eighteenth days of March, from the twenty-ninth to the thirty-first days of July, and from the fifteenth to the eighteenth days of November, in each year, such days inclusively.

THEREFORE, by and with the advice of the Executive Council of Our Province of Quebec, We have ordered and decreed, and by these presents We do order and decree

That a Magistrate's Court for the county of Bonaventure, at New Carlisle, is and shall be established, and that the terms of the said court are and shall be fixed as follows, to wit : from the fifteenth to the eighteenth days of March, from the twenty-ninth to the thirty-first days of July, and from the fifteenth to the eighteenth day of November, in each year, such days inclusively.

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these

Our Letters to be made Patent, and the Great Seal of Our said Province of Quebec to be hereunto affixed : WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved the Honourable SIR LOUIS A. JETTE, Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant Governor of Our Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this SIXTH day of the month of FEBRUARY, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and two, and in the first year of Our Reign.

By Command,

ADELARD TURGEON.

Provincial secretary.

714

Government Notice

FROM THE SECRETARY OF STATE FOR THE COLONIES.

To His Excellency the Governor General.

London, 2nd December, 1901.

Cable,

In consequence of the establishment of martial law at all British South African ports, it has been decided with the concurrence of the Government of Cape Colony and Natal, that, after the first of January next, persons desiring to land in those colonies must provide themselves with a permit.

Permits are to be issued in this country by a special permit officer, on the production of a certificate signed by a member of parliament, justice of the peace, clergyman, or minister or officer of His Majesty's forces to the effect that the applicant is in possession of at least £100 or is in a position to maintain himself in South Africa, that the object of his journey (object to be stated), in *bona fide* and that he has not been deported or sent out of South Africa as indigent.

Applicants after producing satisfactory certificates are required to sign a declaration to the same effect with the additional statement that they will not directly or indirectly assist in any way whatsoever His Majesty's enemies in South Africa and that they are aware of the penalty for so doing under martial law.

Members of one family to be shown in permit issued to the head, provided that a separate permit will be required for each son and daughter over 16.

Notice published stating that passengers from

venant des ports coloniaux doivent se pourvoir de permis du secrétaire colonial ou de l'officier nommé par le gouvernement colonial, qui devra être lui-même satisfait, autant que possible, et que les requérants rempliront les susdites conditions.

Des copies de permis et d'avis sus-mentionnés vous seront envoyés par la malle.

Les permis ne sont bons seulement que pour permettre aux passagers de débarquer dans l'Afrique du Sud, et ne seront pas une garantie qu'il leur sera permis de pénétrer dans l'intérieur du pays.

Deux copies de chaque permis émis seront retenues, une de record dans le bureau où il aura été émis et le deuxième sera envoyé le plus tôt possible à l'officier du port, où le passager désire débarquer, savoir : l'officier d'embarquement, Capetown, le commandant du Port Elizabeth, le commandant de East London, l'officier d'embarquement de Durban.

Le gouvernement de Sa Majesté est assuré qu'il peut compter avec confiance sur l'assistance spéciale de votre gouvernement dans cette affaire, vu que les autorités dans l'Afrique du Sud sont toutes d'accord à reconnaître que cette mesure est nécessaire pour empêcher les personnes peu désirables d'entrer maintenant dans l'Afrique du Sud.

Les personnes partant des ports étrangers sont notifiées qu'elles doivent avoir des permis des consuls anglais

CHAMBERLAIN.

AVIS.

Une série de formules de permis émis par l'Honorable Secrétaire d'Etat aux personnes qui ont l'intention de visiter l'Afrique du Sud a été déposée, pour information publique au bureau du Secrétaire de la Province, Québec. 727

PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres, Mines et Pêcheries.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné que les ventes, concession, location, permis d'occupation des lots de terre dont suit une liste seront révoqués en tout temps après le trentième jour qui suivra l'affichage de l'avis qui sera fait conformément à l'article 1287 des Statuts Refondus de Québec, savoir : Adj. 7194.

Guigues.

Lot 71, du 3e rang, à E. C. Bignell.

E. E. TACHÉ,

Sous-ministre.

Département des Terres,
Mines et Pêcheries.
Québec, 10 février 1902.

PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres, Mines et Pêcheries.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné que les ventes, concession, location, permis d'occupation des lots de terre dont suit une liste seront révoqués en tout temps après le trentième jour qui suivra l'affichage de l'avis qui sera fait conformément à l'article 1287 des Statuts Refondus de Québec, savoir :

Canton Bungay.

3e rang.

Lot 27, à Jos. et Jean Landry.

Lot 30, à Hyac. Theriault.

Lot 33, à Naz. Brillant.

Lot 35, à Aug. Labrie.

4e rang.

Lot 2, à J. B. Lamarre et Alph. St. Pierre.

Lot 4, à Nap. Ennis.

Lot 5, à Frs. Verret.

Lot 8, à Ferd. Brillant.

Lot 9, à Ferd. Brillant.

Colonial ports must supply themselves with permits from the Colonial Secretary or some officer appointed by the Colonial Government who will satisfy himself, as far as possible, that applicants fulfil the above conditions.

Specimen copies of permits and of notice summarized above are being sent to you by mail.

Permits are available only to enable passengers to land in South Africa and are no guarantee that they will be allowed to proceed inland.

Two copies of each permit issued will be retained, one for record in the office of issue and the second to be despatched at the earliest opportunity to the officer at port to which the passenger is proceeding, viz: the embarkation officer, Cape town, the Commandant Port Elizabeth, the Commandant East London, the embarkation officer, Durban.

His Majesty's government feel sure that it may confidently rely upon the special assistance of your government in this matter as the authorities in South Africa are all agreed that this measure is necessary to prevent undesirable persons from entering South Africa at the present time.

Persons proceeding from foreign ports are being notified that they should obtain permits through the British Consular Officers.

CHAMBERLAIN.

NOTICE.

Sets of the form of permit which is issued by the Honorable the Secretary of State to persons intending to visit South Africa have been deposited for public information, in the office of the Provincial Secretary Quebec. 728

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Lands, Mines and Fisheries.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given, that the sale, grant, location, permit of occupation of the undermentioned lots of land will be cancelled at any time after the thirtieth day following the posting of the notice in conformity with article 1287 of the Revised Statutes of Quebec, viz : Adj. 7194.

Guigues.

Lot 71, in 3rd range, to E. C. Bignell.

E. E. TACHE,

Deputy minister.

Department of Lands,
Mines and Fisheries.
Quebec, 10th February, 1902.

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Lands, Mines and Fisheries.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given that the sale, grant, location, permit of occupation of the undermentioned lots of land will be cancelled at any time after the thirtieth day following the posting of the notice in conformity with article 1287 of the Revised Statutes of Quebec, viz :

Township Bungay.

3rd range.

Lot 27, to Jos. and Jean Landry.

Lot 30, to Hyac. Theriault.

Lot 33, to Naz. Brillant.

Lot 35, to Aug. Labrie.

4th range.

Lot 2, to J. B. Lamarre and Alph. St. Pierre.

Lot 4, to Nap. Ennis.

Lot 5, to Frs. Verret.

Lot 8, to Ferd. Brillant.

Lot 9, to Ferd. Brillant.

Lot 10, à P. L'Italien.
 Lot 19, à Ls. Ouellet.
 Lot 21, à Jos. Morin.
 Lot 23, à Philias Morin.
 Lot 26, à Bruno Ouellet.
 Lot 28, à Jean Miliard.
 N. E. $\frac{1}{2}$ of lot 34, à Michel St. Pierre.
 S. O. $\frac{1}{2}$ of lot 34, à Geo. Bossé.
 Lot 38, à Jos. Castonguay.
 Lot 42, à Martin Moreau et Paul Deschesnes.
 5e rang.
 Lot 23, à Raphaël Morin.
 S. O. $\frac{1}{2}$ of lot 39, à Paul Deschesnes.
 Lot 44, à Raphaël Landry.
 6e rang.
 Lot 37, à Geo. Laplante.
 Lot 38, à Ls. Laplante.
 Canton Cabano.
 Lot 24, du 1er rang, à Jos. Pinette.
 Lot 44, du 3e rang, à Michel Parent.
 Canton Tourelle.
 Lots 12 et 13, du 3e rang, à Jean Levesque.
 Canton La Barre.
 Lot 30, du 5e rang, à P. Desjardins.

E. E. TACHÉ,
 Sous-ministre.

Département des Terres,
 Mines et Pêcheries.
 Québec, 15 février 1902. 725

No 2440.96.
 DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

AVIS.

Demande de délimitation de municipalités scolaires.

Demande est faite de détacher de la municipalité de Saint-Sauveur, comté de Terrebonne, les lots Nos 211 et 212, côte Saint-Godfrid, paroisse de Saint-Sauveur, et les annexer, pour les fins scolaires, à la municipalité de "Mille-Isles No 1," comté d'Argenteuil.

Cette annexion, si elle est autorisée, ne devant prendre effet que le 1er juillet prochain 1902.

651-2

No 3318.01
 DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

AVIS.

Demande de délimitation de municipalités scolaires.

Demande est faite de détacher de la municipalité de Saint-Médard de Warwick, comté d'Arthabaska, les lots suivants du canton de Tingwick, savoir :— Nos 26, 27, 34, 35, 36, 37 et 41, du premier rang du canton de Tingwick, et de les annexer pour les fins scolaires, à la municipalité de "Chénier", dans le même comté.

Cette annexion, si elle est autorisée, ne devant prendre effet que le 1er juillet prochain, 1902.

649-2

ASSEMBLEE LEGISLATIVE

Québec, 21 janvier 1902.

Avis est par le présent donné, conformément aux règles 49 et 50 de l'Assemblée Législative, que nulle pétition pour un bill privé ne sera reçue par cette chambre, après le vingt-septième jour de février prochain, qu'aucun bill privé ne pourra être présenté après le sixième jour de mars prochain, qu'aucun rapport d'un comité permanent ou spécial sur un bill privé ne pourra être reçu après le treizième jour du dit mois de mars.

L. G. DESJARDINS
 Greffier de l'Assemblée Législative.

421-4

Lot 10, to P. L'Italien.
 Lot 19, to Ls. Ouellet.
 Lot 21, to Jos. Morin.
 Lot 23, to Philias Morin.
 Lot 26, to Bruno Ouellet.
 Lot 28, to Jean Miliard.
 N. E. $\frac{1}{2}$ of lot 34, to Michel St. Pierre.
 S. W. $\frac{1}{2}$ of lot 34, to Geo. Bossé.
 Lot 38, to Jos. Castonguay.
 Lot 42, to Martin Moreau and Paul Deschesnes.
 5th range.
 Lot 23, to Raphaël Morin.
 S. W. $\frac{1}{2}$ of lot 39, to Paul Deschesnes.
 Lot 44, to Raphaël Landry.
 6th range.
 Lot 37, to Geo. Laplante.
 Lot 38, to Ls. Laplante.
 Township Cabano.
 Lot 24, of 1st range, to Jos. Pinette.
 Lot 44, of 3rd range, to Michel Parent.
 Township Tourelle.
 Lots 12 and 13, of 3rd range, to Jean Levesque.
 Township La Barre.
 Lot 30, of 5th range, to P. Desjardins.

E. E. TACHE,
 Deputy minister.

Department of Lands,
 Mines and Fisheries.
 Quebec, 15th February, 1902. 726

No. 2440.96.
 DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

NOTICE.

Application to bound school municipalities.

Application is made to detach from the municipality of Saint Sauveur, county of Terrebonne, lots Nos. 211 and 212, côte Saint Godfrid, parish of Saint Sauveur, and to annex them, for school purposes, to the municipality of "Mille Isles, No. 1," county of Argenteuil.

This annexation, if it is authorized, will take effect only on the 1st of July next, 1902.

652

No 3318.01
 DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

NOTICE

Application to bound school municipalities.

Application is made to detach from the municipality of Saint Médard de Warwick, county of Arthabaska, the following lots of the township of Tingwick, to wit: Nos 26, 27, 34, 35, 36, 37 and 41, of the first range of the township of Tingwick, and to annex them, for school purposes, to the municipality of "Chénier", in the same county.

This annexation, if it is authorized, will take effect only on the 1st of July next, 1902.

650

LEGISLATIVE ASSEMBLY

Quebec, 21st January, 1902.

Notice is hereby given, that, in conformity with the rules 49 and 50 of the Legislative Assembly, no petition for any private bill, shall be received by the House, after the twenty-seventh day of February next; that no private bill shall be introduced after the sixth day of March next, that no report of any standing or select committee upon a private bill shall be received after the thirteenth day of said month of March.

L. G. DESJARDINS,
 Clerk of the Legislative Assembly,

422

Québec, 22 janvier 1902.

Quebec, 22nd January, 1902.

Avis est par les présentes donné qu'une requête a été présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, par Camille Perrault, écuyer, notaire public, demeurant en la cité de Montréal, et y pratiquant, ainsi qu'en la paroisse de Saint-Isidore, comté Laprairie, dans le district de Montréal, par laquelle il demande le transfert en sa faveur, des minutes, répertoires et index des notaires François Théophile Langevin et Joseph Napoléon Colpron, en leur vivant notaires publics, de la paroisse de Saint-Isidore, comté Laprairie, district de Montréal, en vertu des dispositions du code du notariat. (Article 3685 des S. R. P. Q.)

Notice is hereby given that a petition has been presented to His Honor the Lieutenant-Governor of the province of Québec, by Camille Perrault, esquire, notary public, residing in the city and district of Montreal, and practising there, as well as in the parish of Saint Isidore, county of Laprairie, in the district of Montreal, by which he asks for the transfer in his favor of the minutes, repertory and index of François Théophile Langevin and of Joseph Napoléon Colpron, in their lifetime notaries public, of the parish of Saint-Isidore, county of Laprairie, district of Montreal, in virtue of the provisions of the notarial code. (Article 3685 R. S. P. Q.)

ADELARD TURGEON,

ADELARD TURGEON.

467-4

Secrétaire de la province.

468

Provincial secretary.

EXTRAITS DES REGLES ET RÈGLEMENTS DU CONSEIL LEGISLATIF.

EXTRACTS OF RULES AND REGULATION OF THE LEGISLATIVE COUNCIL.

Relatifs aux avis de Bills Privés.

Relating to notices for Private Bills.

53.—Toute demande de bills privés, qui sont proprement du ressort de la Législature de la Province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables; soit pour l'octroi d'un droit de traverse, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social; incorporation d'une cité, ville, village ou autres municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, la division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun cantons, le changement de site d'aucun chef lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant toute commune, le ré-arpentage de tout canton, ligne ou concession; ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers ou pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte intérieur,—exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

53.—All applications for private bills, proper within the range of the powers of the Legislature of the Province of Québec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause 53, whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbour, canal, lock, dam of slide, or other like works, the granting of a right of ferry; the construction of works for supplying gas or water, the incorporation of an particular profession or trade, or of any joint stock company, the incorporation of a city, town, village, or other municipality; the levying of any local Assessment, the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township; the removal of the site of any county town, or of local offices; the regulation of any common; the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter, or thing which in its operation would affect the rights or property of other persons, or relate to any particular class of the community, or for making any amendment of a like nature to any former act,—shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows:—

Un avis inséré dans la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais et dans un autre publié en français, dans le district auquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication (dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there be but one paper; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette*, and in a paper published in an adjoining district.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

Such notice shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage les personnes se proposant de faire cette pétition, devront en donnant l'avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège, de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

54.—Before any petition praying for leave to bring in a private bill for the erection of a toll-bridge, is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall upon giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts or vessels, and mentioning also whether they intend to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

55.—Les dépenses et frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif ou pour tout autre objet de profit ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation, ou d'individus,

55.—The expenses and costs attending on private bills giving an exclusive privilege, or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage; or for amending, extending, or

on pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne sont pas retombés sur le public; conséquemment les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cent piastres immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaises et françaises, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés; et s'il y a des amendements lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui ne demandent la passation de sont déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français et 100 en anglais du bill tel qu'amendé; Et de plus aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills Privés avant la production d'un certificat d'un des clercs en loi constatant que le projet de loi a été lu, examiné et jugé conforme aux lois générales et aux règlements de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur de la Reine, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200 et on sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts. Le déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2.—L'honoraire payable lors de la seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

LOUIS FRECHETTE,

31

G. C. L.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Bills privées.

Aucune pétition pour un bill privé n'est reçue après l'expiration des deux premières semaines de la session. Aucun bill privé ne peut être présenté après l'expiration des trois premières semaines de la session. Aucun rapport d'un comité permanent ou spécial sur un bill privé ne peut être reçu après l'expiration des quatre premières semaines de la session.

1. Toute demande de bills privés relative à des matières qui tombent dans les catégories de sujets dépendant de la législature de Québec, d'après l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue, glissoire ou autres travaux semblables, soit pour la concession d'un droit de passeur, soit pour l'incorporation d'un commerce ou métier spécial, ou d'une compagnie à fonds social; soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité; soit pour le prélèvement d'une cotisation locale; soit pour la division d'une municipalité, ou d'un comté pour des fins autres que celles de la représentation dans la législature; soit

ing any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public; accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof; and all such bills shall be prepared in the english and french languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file at the private bill office two hundred and fifty additional copies in french, and one hundred copies in the english language, of the bill as amended, and, moreover, no such bill shall be submitted to the committee on standing orders and private bill before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the Queen's printer shall have been filed with the clerk that the cost of printing two hundred and fifty of the act in english and five hundred copies in french, for the government, has been paid him.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

If a copy of the Bill have not disposed in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and if three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the cost of printing the same is paid in each house.

LOUIS FRECHETTE

32

O. L. O.

LEGISLATIVE ASSEMBLY.

Private Bills.

No petition or any Private Bill shall be received after the first two weeks of the Session. No Private Bill shall be introduced after the first three weeks of the Session. No report of any Standing or Select Committee upon a Private Bill shall be received after the first four weeks of the Session.

All applications for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Quebec within the purview of "The British North America Act, 1867, whether for the erection of a Bridge; the making of a Railway, the construction of a Pike, Road, Telegraph or Telephone line; the construction or improvement of a Harbour, Canal, Lock, Dam, Slide, or other like work; the granting of a right of Ferry; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company, the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality; the levying of any local Assessment; the division of any Municipality, or of any County for purposes other than the of Representation in the Legislature; the removal of the site of a County Town or of any local office; the re-survey of any Township, or of any Town-

pour le changement du chef-lieu d'un comté ou le déplacement de bureaux locaux ; soit pour le rearpentage d'un canton ou d'une ligne ou d'une concession de canton ; soit pour concéder à un ou à des individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, ou l'autorisation de faire quoi que ce soit de nature à affecter les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société ; soit pour faire un amendement d'une nature semblable à un statut existant, — doit être précédé d'un avis spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

2. Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations existantes être signé au nom de ceux pour qui la demande est faite et doit être publiée dans la *Gazette Officielle de Québec*, en français et en anglais, ainsi que dans un journal publié en français et dans un journal publié en anglais dans le comté concerné ; et si l'y a pas soit de journal publié en français, soit de journal publié en anglais dans le district, alors dans un journal publié en français ou dans un journal publié en anglais dans le district voisin.

3. Cet avis, dans chaque cas, doit être publié d'une manière continue durant une période d'au moins un mois pendant l'intervalle entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au Greffier par ceux qui l'ont publié, pour être déposés au bureau du comté des ordres permanents.

Lorsqu'il s'agit d'un bill privé autorisant la construction d'un pont de péage, la ou les personnes se proposant de demander ce bill doivent, dans l'avis exigé par la règle précédente, indiquer les péages qu'elles se proposent d'exiger, l'étendue du privilège, la hauteur des arches — l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des trains de bois et navires — et l'intention de construire ou non un pont-lévis et les dimensions de ce pont-lévis.

Toute personne demandant un bill privé lui conférant quelque privilège ou profit exclusif, ou conférant un avantage personnel ou corporatif, ou quelque amendement à un statut existant, doit déposer entre les mains du greffier, huit jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et déposer en même temps entre les mains du comptable de la Chambre une somme suffisante pour payer l'impression de 550 exemplaires en français et 400 exemplaires en anglais, et aussi \$2.00 par page de matière imprimée pour la traduction, et cinquante centimes par page pour la correction et la révision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200 et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, et déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comté auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie a fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

Les sommes doivent être payées immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant qu'il soit examiné par le comité.

Quand il est présenté un bill pour confirmer des lettres patentes ou une convention, copie certifiée de cette convention ou de ces lettres patentes doit en être annexée.

Les bills pour incorporer des villes ne doivent contenir que les dispositions dérogeant à l'acte des clauses générales des corporations de ville, et

ship Line or Concession ; or for granting to and individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular class of the community or for making any amendment of a like nature to any existing Act. — shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application.

2. Such notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the English and French language, and in one newspaper in the English, and in one newspaper in the French language, and in the district affected and in default of either or such newspaper in such District, then in a similar newspaper published in an adjoining District.

3. Such Notice shall be continued, in the case for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the Petition ; and copies of the newspapers containing the first and last insertion of such notice shall be sent by the parties who inserted such notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Order.

In the case of an intended application for a Private Bill for the erection of a Toll-Bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the Notice prescribed by the preceding Rule, specify the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers, for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

Any person seeking to obtain any Private Bill giving any exclusive privilege or profit, or private corporate advantage, or for any amendment of any existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, eight days before the opening of the session, a copy of such Bill in the English or French language, and shall at the same time deposit with the accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 400 copies in English and 550 copies in French, and also \$2 per page of printer matter for the translation and 50 cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House and the printing shall be done by the contractor.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

If a copy of the Bill have not been disposed in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

Such payments shall be made immediately after the second reading before the consideration of the Bill by such Committee.

When any bill for confirming any Letters Patent or Agreement is introduced, a certified copy of such Letters Patent or Agreement must be attached to it.

Bills for the incorporation of towns only shall contain such provisions as may derogate from the town corporations general clauses act, specifying

spécifiant, dans chaque cas particulier, la clause du statut général que "on désira éluder et en remplaçant par une nouvelle clause celle à laquelle il sera ainsi dérogé. Les bills qui ne seront pas rédigés conformément à cette règle, seront retirés par ceux qui en demanderont la passation et réimprimés à leurs dépens, avant d'être examinés par le comité des bills privés."

"Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre, et les bills relatifs à la constitution en corporation des compagnies de pouvoirs électriques ou hydrauliques devront spécifier clairement les privilèges spéciaux à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer."

"Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone et la situation des ateliers des compagnies de pouvoirs électriques et hydrauliques devront être produits devant le comité auquel ces bills seront référés, et ce comité ne pourra procéder avant leur production."

"Lorsque les bills privés sont introduits dans but d'amender des actes existants, ces bills doivent décrire que la clause que l'on désire amender est révoquée et remplacée par la nouvelle clause, ou indiquant les amendements entre crochets."

Dans le cas où les promoteurs de ces bills ne se conformeraient pas à cette disposition, le greffier en chef du bureau des bills privés doit les faire imprimer dans cette forme aux frais des promoteurs."

(a) "Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, de notaire, de médecin, d'arpenteur, de chimiste ou de dentiste doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été approuvé par le bureau ou conseil de la profession dans laquelle le requérant désire entrer. Et le comité des bills privés ne devra procéder à l'examen de tel bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente."

(b) "Une copie certifiée de la résolution du bureau, ou conseil d'administration, approuvant tel bill, devra être adressée au greffier, en même temps que la copie du bill pour être soumise au comité des bills privés."

L. G. DESJARDINS

33 Greffier de l'Assemblée Législative.

Demandes à la Législature

Avis est par les présentes donné que Roch Moïse Samuel Mignault, médecin, de Saint-Michel d'Yamaska, Jules Allard, avocat, Oscar Gladu, notaire, Elisée Courchesne, registrateur, de Saint-François du Lac, Adolphe Laperrière, fils, marchand, de Saint-Thomas de Pierreville, Louis Téléphore Trempe, négociant, Arthur Edmond Pontbriand, manufacturier, Charles Omer Paradis, négociant, Charles John Campbell Würtele, avocat, Cyrille Labelle, bourgeois, Louis Siebert Robitaille, négociant, Jean François Régis Latraverse, médecin, Gustave Hardy, négociant, Bruno Leclaire, contracteur, Jean Baptiste Arthur Falardeau, négociant, Jean François Félix Boulais, banquier, de Sorel, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte les incorporant eux et ceux qui s'adjoindront à eux, sous le nom de "La Compagnie Electrique de Sorel," et leur octroyant une charte pour acquérir, ériger, construire, étendre, entretenir et exploiter, dans les comtés de Verchères, Richelieu, Yamaska et Nicolet, des lignes et systèmes électriques pour la production de la lumière, de la chaleur et de la

in each special case the clause of the general a which is sought to be departed from, and replacing it by a new clause to be substituted for the one so departed from. Bills which are not framed according to this rule shall be re-framed by the promoters and reprinted at their expense before the Private Bill Committee passes upon such clauses.

All Bills authorizing the building of any railway, turnpike road, telegraph or telephone line shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating electric, water and power companies shall clearly specify the particular privilege conferred, with the name of the places in which they are to be exercised.

Plans showing the routes of such railways turn pike roads, telegraph or telephone lines and the positions of the works of any such electric, water and power companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred and until so produced, the said Committee shall not proceed hereon.

When Private Bills are introduced for the purpose of amending existing acts, such Bills shall enact that the clause sought to be amended be repealed, and replaced by the new clause, indicating the amendment between brackets :

In the event of the promoters not complying with this rule, the chief clerk of the private bills office shall be charged with the duty of having the bills printed in that shape at the expense of the promoters.

(a) "Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician, surveyor, chemist or dentist ; shall contain a statement in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the profession which the petitioner desire to enter ; and the Private Bills Committee shall not proceed with any such Bill until an authentic copy of the formal resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee."

(b) "A certified copy of the resolution of the board or council of management approving such bill, shall be sent to the clerk at the same time the copy of the bill, in order that it may be submitted to the Private Bills Committee."

L. G. DESJARDINS,

34 Clerk of the Legislative Assembly

Applications to the Legislature

Notice is hereby given that Roch Moïse Samuel Mignault, physician, of Saint Michel d'Yamaska, Jules Allard, advocate, Oscar Gladu, notary, Elisée Courchesne, registrar, of Saint François du Lac, Adolphe Laperrière, jnr, merchant, of Saint Thomas de Pierreville, Louis Téléphore Trempe, trader, Arthur Edmond Pontbriand, manufacturer, Charles Omer Paradis, trader, Charles John Campbell Würtele, advocate, Cyrille Labelle, burgess, Louis Siebert Robitaille, trader, Jean François Régis Latraverse, physician, Gustave Hardy, trader, Bruno Leclaire, contractor, Jean Baptiste Arthur Falardeau, trader, Jean François Félix Boulais, banker, of Sorel, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the purpose of obtaining the passing of an act incorporating them and all such others as may join them, under the name of the "Sorel Electric Company", and granting them a charter for the purpose of acquiring, erecting, building, extending, maintaining and operating in the counties of Verchères, Richelieu, Yamaska and Nicolet, electric lines and systems for producing light, heat and motive power and for all other

force motrice et toute autre source de lumière, de chaleur et de force et toutes autres industries se rattachant aux diverses applications de l'électricité ou en résultant, des moulins et usines pour le sciage et la préparation du bois, la fabrication de la pulpe, et des moulins à farine; à ces fins, utiliser les pouvoirs hydrauliques situés sur la rivière Saint-François entre et y compris la paroisse de Saint-Joachim et le village de la paroisse de Saint-François du Lac; acquérir et posséder tous pouvoirs hydrauliques, faire tous travaux nécessaires pour fournir la lumière, la chaleur et la force motrice aux cités, villes, villages et paroisses, et aux établissements industriels se trouvant dans les dits comtés; acquérir et posséder tous terrains, et les exproprier si besoin, nécessaires pour construire chaussées, ateliers, usines, etc., avec tous les droits, pouvoirs et privilèges nécessaires aux dits fins.

JULES ALLARD,
Procureur des requérants.
Saint-François du Lac, 24 janvier 1902. 721

Avis public est par les présentes donné que je m'adresserai à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin d'autoriser le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec, à m'admettre au nombre de ses membres, et à m'accorder une licence pour pratiquer comme médecin et chirurgien dans cette province.

WILLIAM CHARLES MILLS, M. D.
Montréal, 11 février 1902. 731

Avis public est par le présent donné que "The Shawinigan Water and Power Company" s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin d'amender la charte de la compagnie dans les buts suivants :

1° Pour autoriser la compagnie à construire ses travaux et écluses soit sur l'une ou l'autre ou les deux rives de la rivière Saint-Maurice.

2° Pour entrer sur les chemins publics et places publiques pour y construire et maintenir ses lignes, poteaux pour fils métalliques, conduits, tuyaux et autres appareils.

3° Pour ratifier l'émission du stock payé.

4° Les formalités devant être faites avant la construction d'aucun de ses travaux.

5° L'inspection des dits travaux et appareils.

6° L'expropriation des terres requises pour ses opérations.

7° Les endroits dans lesquels elle peut conduire l'électricité et pour d'autres fins.

**GREENSHIELDS, GREENSHIELDS
& HENEKER,**

Solliciteurs des requérants.
Montréal, 6 février 1902. 703-2

Demande sera faite à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin d'autoriser les municipalités et corporations à devenir actionnaires de la Compagnie du Pont de Montréal, de lui venir en aide et pour d'autres fins semblables.

BUCHAN & ELLIOTT,
Solliciteurs des requérants.
Montréal, 13 janvier 1902. 293-5

Avis est par le présent donné que "The Liverpool and London and Globe Insurance Company" s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin d'amender l'acte concernant la dite compagnie, 45 Victoria, chapitre 64, en donnant à la dite compagnie plein pouvoir de tenir et posséder des immeubles pour les fins de ses affaires et pour les louer, et pour corriger certaines erreurs dans la rédaction du dit acte.

CRAMP & EWING,
Solliciteurs des requérants.
Montréal, 1er février 1902. 625-2

industries connected with the various cases to which electricity may be applied or resulting therefrom, mills and workshops for sawing and preparing lumber and manufacturing pulp and also grist mills, authorizing them for such purpose to make use of the water powers on the Saint Francis river between and including the parish of Saint Joachim and the village of the parish of Saint François du Lac; to acquire and own all water-powers, to do all the necessary works for employing light, heat and motive power to cities, towns, villages and parishes and to industrial establishments in the aforesaid counties; to acquire and own all lands and expropriate the same when necessary for building dams, workshops factories, &c., with all the rights, powers and privileges necessary to the said purposes.

JULES ALLARD,
Solicitor for applicants.
Saint François du Lac, 24th January, 1902. 722

Public notice is hereby given that I will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to obtain an act to authorize the college of physicians and surgeons of the province of Quebec, to admit me amongst its members, and to grant me a license to practise as physician and surgeon in this province.

WILLIAM CHARLES MILLS, M. D.
Montreal, 11th February, 1902. 732

Public notice is hereby given that the Shawinigan Water and Power Company will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act to amend the company's charter in the following respects :

1. To enable the company to construct its works and dams on either or both banks of the river Saint Maurice.

2. To enter upon highways and public places for constructing and maintaining thereon its lines, wires poles, conduits, pipes and other appliances.

3. To ratify the issue of paid up stock.

4. The formalities to be carried out previous to the construction of any of its works.

5. The inspection of said works and appliances.

6. The expropriation of lands required for its operations.

7. The localities in which it may conduct electricity and for other purposes.

**GREENSHIELDS, GREENSHIELDS
& HENEKER**

Solicitors for applicants.
Montreal, 6th February, 1902. 704

Application will be made to the Legislature of Quebec, at its next session, for the passing of an act authorizing municipalities and corporations to become shareholders in, and to grant aid to the Montreal Bridge Company, and for other like purposes.

BUCHAN & ELLIOTT,
Solicitors for applicants.
Montreal, 13th January, 1902. 294

Notice is hereby given that The Liverpool and London and Globe Insurance Company will apply at the next session of the Legislature of the province of Quebec, for an act to amend the act relating to said company, 45 Victoria, chapter 64, by giving said company full power to hold and possess real estate for the purposes of its business and for rental, and to correct certain errors in the wording of said act.

CRAMP & EWING,
Solicitors for applicants.
Montreal, 1st February, 1902. 626

Les exécuteurs-testamentaires de la succession F. X. Beaudry s'adresseront à la législature de Québec, pour obtenir certains pouvoirs quend aux conditions de l'emprunt mentionné à l'Edouard VII, chapitre 93. 479-4

AVIS PUBLIC

Est par les présentes donné que la Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu, du Canada, s'adressera à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir la passation d'une loi ayant pour objet de lui conférer certains pouvoirs additionnels, et d'amender la loi des compagnies d'assurances mutuelles en ce qui concerne : le quorum de ses directeurs ; la limitation de ses polices, et leur annulation en certains cas ; la publication de ses avis de cotisations ; la réponse des directeurs dans les cas d'incendie ; le contenu du rapport annuel à être fait au gouvernement, ainsi que la taxe spéciale imposée par la cité de Montréal sur les compagnies d'assurance contre l'incendie, faisant affaires et prenant des risques dans la cité ; et autres objets parmi lesquels seront le droit de tenir un département d'assurance sur la vie et changer le nom de la compagnie en rapport avec sa nouvelle raison d'être.

J. H. JOANETTE,

Procureur de la requérante.

Montréal, 5 février 1902.

671-2

Avis est par le présent donné que la ville de Fraserville s'adressera à la législature à sa prochaine session, aux fins de faire amender et refondre la charte de la dite ville, lesquels amendements sont spécialement pour : mieux déterminer les qualifications du maire et des conseillers, la tenue des élections municipales, donner à la ville le droit d'emprunter jusqu'à concurrence de \$200,000.00, mieux définir les droits et prérogatives de la ville, régler le mode de collection des taxes et licences, pourvoir aux confiscations et annulation, (dans le cas de non exécution des contrats), des droits et privilèges accordés, déterminer les conditions d'établissement et de construction de système d'aqueduc et d'égouts, etc.

J. CAMILLE POULIOT,

507-4 Procureur de la dite ville de Fraserville.

Avis est donné que l'association des barbiers de la province de Québec s'adressera à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir certains amendements à sa charte, concernant les formalités de l'apprentissage, le mode de prélèvement des amendes et sommes dues en vertu de sa loi d'incorporation, ainsi que le mode de sanction de la loi, et régler l'organisation du conseil de l'association et en former deux comités exécutifs pour se partager l'administration des affaires de l'association dans la province.

MALOUIN, BEDARD & CHALOULT,

Procureurs de la requérante.

Quebec, 20 janvier 1902.

475-4

Avis public est par les présentes donné que les légataires de feu l'honorable Jean Louis Beaudry, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi définissant leurs droits en vertu du testament du dit l'honorable Jean Louis Beaudry, leur accordant le pouvoir d'hypothéquer et aliéner certains immeubles de la succession et de régler les réclamations et soultes dues à certains légataires, et pour mettre fin à l'administration des exécuteurs testamentaires et leur en accorder décharge.

LAJOIE & LACOSTE,

Avocats des requérants.

Montréal, 28 janvier 1902.

579-4

The testamentary executors of the F. X. Beaudry's estate will petition the Legislature of Quebec, to obtain certain powers as to the conditions of the loan mentioned in l'Edouard VII, chapter 94. 480

PUBLIC NOTICE

Is hereby given that "La Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le Feu, du Canada" will apply to the Quebec Legislature, at its next session, to obtain the passing of an act to confer certain additional powers and to amend the mutual fire insurance companies law in what it refer to : the quorum of its directors ; the limitation of its policies and their cancellation in certain cases ; the publication of its assessments notices ; the directors answer in case of fire ; the contain of the annual report to be made to the government ; the special tax imposed by the city of Montreal on the fire assurance companies doing business and taking risks in the city, and other objects among which will be right to keep a department of life assurance and to change the company's name according to its new *raison d'être*.

J. H. JOANETTE,

Attorney for Applicants.

Montreal, 5th February, 1902.

672

Notice is hereby given that the town of Fraserville will apply at the next session of the Legislature of the province of Quebec, to have its charter amended and consolidated, which amendments are especially the following namely : to better define the qualifications of the mayor and councillors, the holding of the municipal elections, to give to the town the right of borrowing up to \$200,000.00, to better define the rights and prerogatives of the town, to settle the mode of collecting taxes and licences, to provide for confiscations and the annulling, (in the event of non execution of contracts), of the rights and privileges granted, to determine the conditions of establishing and building systems of water works and drainage, &c.

J. CAMILLE POULIOT,

508 Attorney for the town of Fraserville.

Notice is given that the association of barbers of the province of Quebec will apply to the Quebec Legislature, at its next session, to obtain certain amendments to its charter, concerning the formalities of apprenticeship, the mode of levying fines and moneys due in virtue of its charter, as also the mode of sanction of the law, and to regulate the organization of the council of the association and to form from it two executive committees to divide between them the administration of the affairs of the association in the province.

MALOUIN, BEDARD & CHALOULT,

Attorneys of the petitioners.

Quebec, 20th January, 1902.

476

Public notice is hereby given that the legatees of the late the honorable Jean Louis Beaudry, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the passing of a bill, defining their rights by virtue of the will of the said honorable Jean Louis Beaudry, granting them the power to hypothecate and alienate certain immoveable property of the estate and to settle the claims and balances due to some of the legatees, and to bring to an end the administration of the testamentary executors and grant them a discharge.

LAJOIE & LACOSTE,

Attorneys for applicants.

Montreal, 28th January. 1902.

580

Avis est par le présent donné que la cité de Québec s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'autorisation d'emprunter une somme de cinquante mille piastres pour payer le coût d'introduction de l'aqueduc et de construction d'égouts, au terrain connu sous le nom de Plaines d'Abraham et au terrain voisin au sud-ouest des dites plaines, et pour améliorer le terrain des dites plaines, pour rendre applicables à la cour du recorder de la dite cité, certaines dispositions du code de procédure civile, pour définir les droits de la cité quant à la construction d'édifices municipaux, et autres fins.

PELLETIER & CHOUINARD,

Procureurs de la cité de Québec.

Québec, 20 janvier 1902.

417-4

Avis public est par le présent donné que Oscar W. Ordway, marchand de bois, de Beaufort, et John R. Loomis, jr., de Glens Falls, en l'état de New-York, un des états unis d'Amérique, agent d'assurance et marchand de bois, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander un acte les constituant ainsi que les autres personnes qui se joindront à eux ci-après, en une corporation légale sous le nom de "Saint Ann Company", avec le pouvoir de transiger généralement toutes les affaires du commerce de bois, d'ériger, bâtir, maintenir et mettre en opération des moulins et écluses nécessaires à la fabrication de la pulpe ; de construire des bateaux à vapeur et chalands, destinés au transport de ses produits d'exproprier lorsque besoin sera pour les fins des travaux sur les rivières et les lacs ; de bâtir et posséder des moulins à pulpe, papier et scie ; d'ériger et entretenir des barrages pour approvisionnement d'eau ; d'acheter les droits d'autres compagnies et pour autres fins.

FERDINAND ROY,

Procureur des requérants.

Québec, 20 janvier 1902.

459-4

Avis public est par les présentes donné que, Marcelin Robert, Joseph Lord, J. B. Bissonnette, cultivateurs, et Dr A. Boutillier, de Sainte-Blaise ; J. B. Baillargeon, de Saint-Luc ; François Lamoureux, de Saint-Sébastien ; François Lafond, de Henryville ; J. A. Benoit, Pierre Lalanne, Etienne Bessette et T. Savaria, de Saint-Grégoire ; C. S. Roy, de Montréal ; Gabriel Marchand, Amable Bisailon, N. Lord, J. S. Messier, avocat ; T. Côté, Alfred N. Deland, Alexandre Macdonald, L. Papineau, Arthur Langlois, de Saint-Jean ; J. B. Breault, Lévi Toupin, Julien Deland, Joseph Deland, de l'Acadie ; J. E. Masten, de Lacolle ; Joseph Bouchard, de Saint-Valentin, et S. J. Roy, de Sabrevois et autres, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, aux fins d'obtenir un bill ou une loi, dans le but de constituer en corporation une société d'exposition agricole et industrielle ayant son principal siège d'affaires dans la ville de Saint-Jean, dans le district d'Iberville, et pour objet d'aider à développer et faire progresser l'agriculture et les industries qui s'y rattachent, dans la région de la vallée du Richelieu, même dans toute la province, au moyen de primes et prix qui seront accordés aux exposants.

1° Le but principal de la société sera de tenir des expositions régionales dans la ville de Saint-Jean ou ses environs.

2° Le capital social autorisé devant être de cinquante mille dollars (\$50,000).

3° Le nom de la société devant être "La Compagnie d'Exposition Agricole et Industrielle de Saint-Jean, P. Q."

ROY & SENECAI,

Procureurs des requérants.

No 28, rue Longueuil, Saint-Jean.

Saint-Jean, 14 janvier 1902.

323-5

Notice is hereby given that application will be made by the city of Quebec, at the next session of the Legislature of the province of Quebec, to ask for authority to borrow a sum of fifty thousand dollars, to pay the cost of constructing water works and drainage into the lot known as the Plains of Abraham and the property adjoining to the south west side of the said plains, and make improvements to the land of the said plains, to render certain provisions of the code of civil procedure, applicable to the recorder's court of the said city, to define the rights of the city as to the erection of municipal buildings, and for other purposes.

PELLETIER & CHOUINARD,

Attorneys of the city of Quebec.

Quebec, 20th January, 1902.

418

Public notice is hereby given that Oscar W. Ordway, lumberman, of Beaufort, and John R. Loomis, jr., of the place called Glens Falls, in the state of New York, one of the united states of America, insurance agent and lumberman, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act incorporating them and all other persons who may hereafter join them, in a body politic and corporate under the name of "Saint Ann Company", with powers to transit a general lumbering business, erect, build, maintain and operate mills and dams required for the manufacturing of pulp ; to build steamboats and lighters for the conveyance of their products ; to expropriate when necessary for the purpose of works on rivers and lakes ; to build and own pulp, paper and saw mills ; to erect and maintain dams for the storage and supplying of water ; to buy charter rights of other companies and for other purposes.

FERDINAND ROY,

Solicitor for applicants.

Quebec, 20th January, 1902.

460

Public notice is hereby given that, Marcelin Robert, Joseph Lord, Dr A. Boutillier, J. B. Bissonnette, of Sainte Blaise ; J. B. Baillargeon, of Saint Luc ; François Lamoureux, of Saint Sébastien ; Frs. Lafond, of Henryville ; J. A. Benoit, Pierre Lalanne, Etienne Bessette, T. Savaria, of Saint Grégoire ; C. S. Roy, of Montreal ; Gabriel Marchand, Amable Bisailon, Narcisse Lord, T. Côté, J. S. Messier, advocate, Alfred N. Deland, Alexander Macdonald, L. Papineau, Arthur Langlois, of Saint Johns ; Joseph Deland, J. B. Breault, Lévi Toupin, Julien Deland, of L'Acadie ; J. E. Masten, of Lacolle ; Jos. Bouchard, of Saint Valentin and S. J. Roy, of Sabrevois and others, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the passing of a bill or law, to incorporate an agricultural and industrial exhibition society, having its principal place of business in the town of Saint Johns, in the district of Iberville, the object being to help the development and progress of the agriculture and industries connected therewith, in the Richelieu Valley and even in the whole province, in granting prizes and premiums to exhibitors.

1. The principal purpose of the society will be to hold regional or provincial exhibitions in, or near the town of Saint Johns, P. Q.

2. The authorized capital stock shall be \$50,000.00.

3. The name of the society shall be "The Agricultural and industrial exhibition Company" of Saint Johns P. Q.

ROY & SENECAI,

Solicitors for applicants.

Longueuil street, No. 28, Saint Johns.

Saint Johns, 14th January, 1902.

324

Avis public est par les présentes donné qu'il sera demandé à la législature de Québec, à sa prochaine session, de passer un acte incorporant le "Power, Pulp & Paper Company of North America", et conférant à cette compagnie les pouvoirs d'acheter, de vendre, de posséder, de développer, de construire et d'outiller des pouvoirs d'eau, des limites de bois, des terres, des constructions, des chemins, quais, chaussées, vaisseaux, machines; de produire, acheter et vendre le bois, la pâte-de-bois, le papier et le produits d'iceux, et de faire toutes démarches nécessaires à ces fins; d'acquérir les intérêts, les actions et autres propriétés d'individus ou de compagnies possédant les choses sus-nommées ou en faisant la négoce; de produire et transmettre le pouvoir électrique, et de fournir des systèmes d'eau et de drainage, avec pouvoir d'exproprier les terrains adjacents aux établissements de la compagnie, et dont cette dernière pourrait avoir besoin pour l'exploitation de son industrie.

J. A. C. MADORE,
Procureur des requérants.

Montréal, 23 janvier 1902. 501-4

Avis public est par le présent donné que Arthur F. Hunt, de Québec, marchand, Edouard Jinchereau Duchesnay, de Québec, gentilhomme, John Jack, de Saint-Malo, cultivateur, Charles Julien, de Saint-Malo, cultivateur et James Roark, de Saint-Malo, cultivateur, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, aux fins d'obtenir une loi divisant la municipalité de Saint-Malo, en détachant la partie connue sous le nom de village, lui assignant de nouvelles limites, et lui donnant certains pouvoirs, et pour autres fins.

ROY & CANNON,
Procureurs des requérants.

Québec, 21 janvier 1902. 445-4

Un bill sera soumis à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour modifier la charte de la Compagnie Hypothécaire (56 Vict., ch. 76), en traduisant le nom de la compagnie, dans la version anglaise par les mots "The Mortgage Company", et en définissant les frais de premier établissement dont il est parlé dans l'article 72, de la dite charte.

495-4

Avis public est donné par la présente qu'une demande sera faite au parlement de la province de Québec, à sa prochaine session, pour un acte d'incorporation de la "Shawinigan Terminal Railway Company," avec pouvoir et autorisation de tracer, construire et mettre en opération un chemin de fer électrique à voie régulière sur les lignes de chemin de fer et de tramway existant actuellement dans le village de Shawinigan Falls et dans la paroisse de Saint-Boniface, et d'un point ou proche du dit village de Shawinigan Falls, jusqu'à un point ou des points quelconques des comtés voisins de Saint-Maurice et de Champlain, et avec tels autres pouvoirs et privilèges conférés à d'autres compagnies incorporées dans ce but, et faire telle autre chose pouvant devenir nécessaire et utile à l'entreprise mentionnée ci-dessus.

GREENSHIELDS, GREENSHIELDS &
HENEKER,

Solliciteurs des requérants.

Montréal, 18 janvier 1902. 437-4

Avis public est par le présent donné que la ville de Lachine s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir la refonte de sa loi d'incorporation, ou pour le moins des amendements à la dite loi, concernant, entre autres choses, son pouvoir d'emprunt, le cens électoral des électeurs municipaux, les élections municipales; et pour obtenir d'autres pouvoirs et d'autres dispositions se rapportant à sa loi d'incorporation.

H. ROBERT,

Secrétaire-trésorier de la ville de Lachine.
Lachine, 23 janvier 1902. 503-4

Public notice is hereby given that application will be made at the next session of the Legislature of Quebec, for the passing of an act to incorporate the "Power, Pulp & Paper Company of North America", with power to buy, sell, own, develop, build and equip water-powers, timber-limits, lands, buildings, roads, wharves, dams, boats and machinery; to produce, buy and sell wood, pulp, paper and products of these, and to do all acts necessary therefor; to acquire the interest, stock and goodwill of persons and companies owning any of the above named things, or dealing therein; to produce and transmit electrical power, and to furnish water works and drainage systems, with power to expropriate lands adjacent to the establishments of the company, which may be required by the company for the purposes of its business.

J. A. C. MADORE,
Attorney for applicants.

Montreal, 23rd, January 1902. 502

Public notice is hereby given that Arthur F. Hunt, of Quebec, merchant, Edouard Jinchereau Duchesnay, of Quebec, gentleman, John Jack, of Saint Malo, farmer; Charles Julien, of Saint Malo, farmer, and James Roark, farmer, of Saint Malo, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act dividing the municipality of Saint Malo, by detaching therefrom that portion thereof known and designated under the name of "village," assigning new boundaries and granting new powers of the said municipality, and for other purposes.

ROY & CANNON,
Solicitors for applicants.

Quebec, 21st January, 1902. 446

A bill will be presented to the Quebec Legislature, at its next session, to modify the charter of the *Compagnie hypothécaire* (56 Vict., ch. 76), by translating the name of the company, in the english version into "The Mortgage Company", and by defining the costs of organization mentioned in article 72, of said charter.

496

Public notice is hereby given that an application will be made to parliament of the province of Quebec, at its next session, for an act to incorporate the "Shawinigan Terminal Railway Company," with power and authority to lay out, construct and operate an electric railroad of standard gauge over the existing electric railway and tramway lines in the present village of Shawinigan Falls and in the parish of Saint-Boniface, and from a point in or near the said village of Shawinigan Falls, to any point or points in the neighboring counties of Saint-Maurice and Champlain, and with such other powers and privileges as are conferred upon companies incorporated for such purposes, and to do such other acts and things as may be necessary and advantageous for the purpose of the business above mentioned.

GREENSHIELDS, GREENSHIELDS &
HENEKER,

Solicitors for the applicants.

Montreal, 18th January, 1902. 438

Public notice is hereby given that the town of Lachine will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to obtain the consolidation of its law of incorporation, or at least amendments to the said law concerning, amongst other things, its borrowing power, the electoral qualification of the municipal electors, the municipal elections; and to obtain other powers and dispositions relative to its act of incorporation.

H. ROBERT,

Secretary treasurer of the town of Lachine.
Lachine, 23rd January, 1902. 504

Avis est par le présent donné que l'Union Mutuelle Universelle, de la cité de Hull, s'adressera à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi pour les fins suivantes : constituer un capital de garantie, payer des profits aux membres, souscripteurs et assurés, payer des rentes viagères aux membres, souscripteurs et assurés, ainsi qu'à leurs bénéficiaires, et pour autres fins.

H. A. FORTIER,
Procureur de la requérante

Hull, 28 janvier 1902. 561-3

Avis est par le présent donné que "The Montreal Terminal Railway Company" s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin de ratifier, confirmer et étendre ses droits, pouvoirs et privilèges conférés par statuts de construire et mettre en opération son chemin de fer électrique dans la cité de Montréal et dans les municipalités voisines.

J. P. MULLARKEY,
Secrétaire.

Montréal, 29 janvier 1902. 581-3

Avis public est par le présent donné que Henri Emile Anatole Menier, du No 8, rue Alfred de Vigny, Paris, France, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin de séparer l'île d'Anticosti du comté du Saguenay, pour les fins municipales.

G. F. GIBSONE,
Procureur du requérant.

Québec, 20 janvier 1902. 589-3

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, par Joseph Bartholomew Robert, de la ville de Beauharnois, meunier ; William Henry Robert, de la ville de Beauharnois, meunier ; Edward Black Greenshields, de la cité de Montréal, marchand ; Edward Charles Barry Featherstonhaugh, du même lieu, marchand, et Charles James Fleet, du même lieu, avocat, pour obtenir un acte les incorporant et toutes autres personnes qui peuvent s'associer avec eux à l'avenir, comme compagnie à fonds social, sous le nom de "The Beauharnois Light, Heat and Power Company," dans le but de, dans et près des ville et district de Beauharnois, acquérir, produire, employer et vendre l'éclairage, le chauffage et pouvoir, avec pouvoir d'acquérir par achat, bail ou autrement les pouvoirs d'eau, propriété, affaires, privilèges et contrats maintenant possédés ou mis en opération par le dit J. B. Robert ou autres, possédant, louant et mettant en opération des moulins, manufactures et autres travaux et matériel, émettre du stock ordinaire ou préférentiel, et obligations hypothécaires, et de faire tous contrats, et exercer tels autres pouvoirs qui peuvent être nécessaires ou utiles pour aucune des susdites fins ou objets semblables, y compris le pouvoir d'exproprier.

FLEET, FALCONER & COOK,
Solliciteurs des requérants.

Beauharnois, 29 janvier 1902. 571-3

La Compagnie de Téléphone de Montmorency, donne par les présentes avis qu'elle s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, afin d'obtenir une loi amendant sa charte, changeant son nom en celui de "La Compagnie de Téléphone Provinciale," augmentant son capital à \$300,000.00, lui permettant d'étendre son réseau téléphonique dans la cité de Québec et ses environs, de construire et opérer des conduits souterrains, de mieux définir et d'étendre ses pouvoirs et pour autres fins.

ROY & CANNON,
Avocats de la requérante.

599-3

Notice is hereby given that "L'Union Mutuelle Universelle", of the city of Hull, will apply to the Quebec Legislature, at its next session, to obtain the passing of an act for the following purposes : to establish a guarantee capital, pay profits to its members, subscribers and parties insured, pay life-rents to the members, subscribers and parties insured, as well as to their beneficiaries, and for other purposes.

H. A. FORTIER,
Attorney for petitioner.

Hull, 28th January, 1902. 562

Notice is hereby given that The Montreal Terminal Railway Company will make application to the Legislature of the province of Quebec, at the next session thereof, for an act to ratify, confirm and extend its statutory and conferred rights, powers and privileges to construct and operate its electric railway in the city of Montreal and adjoining municipalities.

J. P. MULLARKEY,
Secretary.

Montreal, 29th January, 1902. 582

Public notice is hereby given by Henri Emile Anatole Menier, of No. 8, rue Alfred de Vigny, Paris, France, that at the next session of the Legislature of the province of Quebec, he will apply for the adoption of a bill to separate, for municipal purposes, the Island of Anticosti from the county of Saguenay.

G. F. GIBSONE,
Attorney for applicant.

Quebec, 20th January, 1902. 590

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, by Joseph Bartholomew Robert, of the town of Beauharnois, miller ; William Henry Robert, of the town of Beauharnois, miller ; Edward Black Greenshields, of the city of Montreal, merchant ; Edward Charles Barry Featherstonhaugh, of the same place, merchant, and Charles James Fleet, of the same place, advocate, for an act incorporating them and all others who may hereafter associate themselves with them, as a joint stock company, under the name of The Beauharnois Light, Heat and Power Company, for the purpose of, in and near the town and district of Beauharnois, acquiring, producing, using and selling light, heat and power, with power to acquire by purchase, lease, or otherwise the water power, property, business, franchises and contracts now owned or operated by the said J. B. Robert or others, owning leasing and operating mills, factories and other works and plant, to issue stock common or preferred, and mortgage bonds, and to enter into such contracts, and exercise such further powers as may be necessary or useful for any of the foregoing or similar purposes, including the power to expropriate.

FLEET, FALCONER & COOK,
Solicitors for applicants.

Beauharnois, 29th January, 1902. 572

Public notice is hereby given that the "Compagnie de Téléphone de Montmorency" will apply to the Quebec Legislature, at its next session, for a bill to amend its charter, change its name into "La Compagnie de Téléphone Provinciale," to increase its capital to \$300,000.00, to allow it to extend its telephone line within the city of Quebec and its suburbs, as well as to better define and extend its powers and for other purposes.

ROY & CANNON,
Solicitors for applicants.

600

Avis est par les présentes donné que J. B. Morneau, cultivateur, de Notre-Dame du Lac ; H. G. Carroll, M. P., avocat, Napoléon Dion, M. P. P., marchand, David Cook, gérant, J. E. Frenette, journaliste, G. A. Binet, Alfred Fortin, Alphonse Hudon, Polycarpe Nadeau, Magloire Deschênes, gentilhommes, Jos. Viel, marchand, F. J. Michaud, marchand, S. Belle, photographe, J. Camille Pouliot, avocat, J. T. Bertrand, ingénieur civil, C. G. Grundy, surintendant de chemin de fer, D. B. Lindsay, gérant, L. H. Levasseur, marchand, tous de la ville de Fraserville ; Sir Alphonse Pelletier, sénateur, avocat, Rodolphe Roy, M. P. P., avocat, René P. Lemay, architecte, Félix A. Larue, N. P., C. R. Paquin, M. D., N. Rioux, marchand, L. A. Cannon, avocat, Georges Garneau, marchand, Honorable Jos. Shehyn, sénateur, Victor Lemieux, marchand, Cyrille Tessier, N. P., F. Carrell, journaliste, H. D. Barry, manufacturier, Georges Darveau, comptable, G. A. Grondin, marchand, Siméon Fortin, électricien, Ernest Pacaud, journaliste, F. S. Stocking, agent, tous de la cité de Québec, J. D. Guay, journaliste, Chicoutimi, N. K. Laflamme, avocat, Antoine Hudon, commis-marchand, L. E. A. Cholette, gérant, John McFarlane, gentilhomme, Rodolphe Lemieux, M. P., avocat, tous de la cité de Montréal ; Jules Paradis, M. D., J. A. Blanchet, N. P., Jos. Beaulieu, cultivateur, Alfred Tremblay, manufacturier, tous de Saint-Louis de Kamouraska ; Calixte Duval, Alphonse Duval, Xavier Hudon, propriétaires de moulins, B. M. Deschênes, M. D., P. J. Bérubé, marchand, A. N. Labrie, fromager, tous de la paroisse de Saint-Paschal ; Abdon Moreau, cultivateur, J. A. Moreau, marchand, de Saint-Germain de Kamouraska ; Luc Lizotte, marchand, Elzéar Lebrun, marchand, de la paroisse de Saint-Pacôme ; J. E. Leclerc, Alphonse Leclerc, gentilhommes, Napoléon Dussault, marchand, de l'Islet ; J. A. Blais, manufacturier, J. N. Cloutier, voyageur de commerce, de Lévis ; E. A. Villeneuve, M. D., de Saint-Romuald ; A. Gustave Verrault, régistrateur de Saint-Jean Port-Joli ; C. A. Desjardins, manufacturier, de Saint-André ; E. W. Tobin, M. P., de Brompton Falls ; Auguste Tessier, M. P. et avocat, de Rimouski ; A. C. Beaubien, protonotaire, de Montmagny ; Révérend M. J. H. Fréchette, curé de Sainte-Malachie ; Auguste Dupuis, horticulteur, du village des Aulnaies, s'adresseront, à la prochaine session de la législature de la province de Québec, pour obtenir un acte les incorporant eux et ceux qui s'adjoindront, sous le nom de "Kamou-Tem Littoral Electrique," et leur octroyant une charte pour acquérir, ériger, construire, étendre, entretenir et exploiter dans les limites des comtés de l'Islet, Kamouraska, Témiscouata et Rimouski, un ou des systèmes d'éclairage électrique ou autre, de force motrice, de calorique, et toutes autres industries se rattachant aux, ou résultant, des diverses applications de l'électricité ; y compris un système de tramway ou locomotion électrique, pour relier ensemble les paroisses de Kamouraska et de Saint-Paschal, dans le dit comté de Kamouraska, et toutes ou partie des différentes municipalités situées dans le dit territoire ; avec pouvoir d'établir, ériger et exploiter, dans les limites du dit territoire, un ou des systèmes de téléphone, des manufactures de pulpe, des systèmes d'aqueduc, etc ; utilisant à ces fins les pouvoirs d'eau situés en la paroisse de Saint-Paschal, dans le district de Kamouraska, où la compagnie aura ses principaux ateliers de pouvoirs électriques et hydrauliques, et tous autres pouvoirs quelconques qu'elle pourra acquérir, avec tous les droits, pouvoirs et privilèges nécessaires pour les dites fins.

J. CAMILLE POULIOT,
Solliciteur des requérants.

Notice is hereby given that J. B. Morneau, farmer, of Notre-Dame du Lac ; H. G. Carroll, M.P., advocate, Napoléon Dion, M. P. P., merchant, David Cook, manager, J. E. Frenette, journalist, G. A. Binet, Alfred Fortin, Alphonse Hudon, Polycarpe Nadeau, Magloire Deschênes, gentlemen, Jos. Viel, merchant, F. J. Michaud, merchant, S. Bella, photographer, J. Camille Pouliot, advocate, J. T. Bertrand, civil engineer, C. G. Grundy, railway superintendent, D. B. Lindsay, manager, L. H. Levasseur, merchant, all of the town of Fraserville ; Sir Alphonse Pelletier, senator, advocate, Rodolphe Roy, M. P. P., advocate, René P. Lemay, architect ; Félix A. Larue, N. P., C. R. Paquin, M. D., N. Rioux, merchant, L. A. Cannon, advocate, Georges Garneau, merchant, Honorable Jos. Shehyn, senator, Victor Lemieux, merchant, Cyrille Tessier, N. P., F. Carrell, journalist, H. D. Barry, manufacturer, Georges Darveau, accountant, G. A. Grondin, merchant, Siméon Fortin, electrician, Ernest Pacaud, journalist, F. S. Stocking, agent, all of the city of Quebec ; J. D. Guay, journalist, Chicoutimi, N. K. Laflamme, advocate, Antoine Hudon, merchant's clerk, L. E. A. Cholette, manager, John McFarlane, gentleman, Rodolphe Lemieux, M. P., advocate, all of the city of Montreal ; Jules Paradis, M. D., J. A. Blanchet, N. P., Jos. Beaulieu, farmer, Alfred Tremblay, manufacturer, all of Saint Louis de Kamouraska ; Calixte Duval, Alphonse Duval, Xavier Hudon, mill owners, B. M. Deschênes, M. D., P. J. Bérubé, merchant, A. N. Labrie, cheese-maker, all of the parish of Saint Paschal ; Abdon Moreau, farmer, J. A. Moreau, merchant, of Saint Germain de Kamouraska ; Luc Lizotte, merchant, Elzéar Lebrun, merchant, of the parish of Saint Pacôme ; J. E. Leclerc, Alphonse Leclerc, gentlemen ; Napoléon Dussault, merchant, of l'Islet ; J. A. Blais, manufacturer, J. N. Cloutier, commercial traveller, Lévis ; E. A. Villeneuve, M. D., of Saint Romuald ; A. Gustave Verrault, registrar of Saint Jean Port Joli ; C. A. Desjardins, manufacturer, of Saint André ; E. W. Tobin, M.P., of Brompton Falls ; Auguste Tessier, M. P. and advocate, of Rimouski ; A. C. Beaubien, protonotary of Montmagny ; Reverend Mr. J. H. Fréchette, parish priest of Sainte Malachie ; Auguste Dupuis, horticulturist, of the village des Aulnaies, will apply, at the next session of the Legislature of the province of Quebec, to obtain an act incorporating them, and those who will become associated with them by the name of "Kamou-Tem-Littoral Electrique", and granting them a charter to acquire, erect, build, extend, keep and operate within the limits of the counties of l'Islet, Kamouraska, Témiscouata and Rimouski, one or more systems of electric or other light, of motive power, of caloric, and any other industry connected with or resulting from the various applications of electricity ; including therein a system of tramways or electric locomotion, to connect with each other the parishes of Kamouraska and Saint Paschal, in the said county of Kamouraska, and any other part or parts of the several municipalities situate in the said territory ; with power to establish, erect, work, within the limits of the said territory, one or more systems of telephone, of pulp factories, of water works, &c., utilizing for these purposes the water powers situate in the parish of Saint Paschal, in the district of Kamouraska, where the company will have its principal workshops of electric and hydraulic powers, and all other powers whatsoever, which it may acquire, with all the rights, powers and privileges necessary for the said purposes.

J. CAMILLE POULIOT,
Sollicitor for petitioners.

Avis public est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de Québec, à sa prochaine session, par la compagnie de chemin de fer Québec et Lac Saint-Jean, pour obtenir un acte afin de ratifier et confirmer la vente de certaines terres dans le canton de Gosford par la compagnie de chemin de fer à "The Quebec and Lake Saint John Railway Lumbering and Trading Company," passé devant Panet, N. P., le 24 décembre 1901, et pour déclarer que "The Quebec and Lake Saint John Railway Lumbering and Trading Company" possède les dites terres exemptes de toutes hypothèques ou tous privilèges non enregistrés et pour autres fins.

CARON, PENTLAND, STUART & BRODIE,
477-4 Solliciteurs des requérants.

Avis est par les présentes donné que George Cloutier, écuier, médecin, Joseph Gagnon, marchand, François Xavier Hains, comptable, tous de la paroisse de Saint-Georges, Beauce; Pierre Ferdinand Renault, marchand, de la paroisse de Saint-François, Beauce; Henri S. Béland, médecin et député à la Chambre des Communes, Auguste Pacaud, avocat, Joseph Poirier, shérif, Valère Gosselin, notaire, du village de Saint-Joseph, Beauce; Joseph Dominique Morin, rentier, de d'Israëli; Donat O. E. Denault, marchand de grains et provisions, de Sherbrooke; Charles Alfred Bilodeau, agent, de Beauce Junction, s'adresseront à la prochaine session de la législature de la province de Québec, pour obtenir un acte les incorporant, eux et ceux qui s'adjoindront sous le nom de "La Compagnie Electrique de Beauce", et leur octroyant une charte avec pouvoir de construire et exploiter une première ligne électrique pour le transport des forces de la lumière et de la chaleur depuis les pouvoir hydrauliques situés sur la rivière Chaudière, entre la paroisse de Saint-Georges et la paroisse de Saint-Martin, en front des lots quinze, seize et dix-sept du premier rang de Jersey, dans le comté de Beauce, de là, longeant autant que possible la dite rivière Chaudière ou la voie publique, à partir du Lac Mégantic jusqu'à Lévis, en passant par les différentes paroisses des comtés de Compton, Beauce, Dorchester et Lévis; aussi avec pouvoir de construire une deuxième ligne électrique depuis les dits pouvoirs hydrauliques sur la rivière Chaudière, se rendant directement au lieu de King-Ville ou Thetford Mines; enfin, avec pouvoir de construire des embranchements de lignes électriques à partir de n'importe quel point des deux lignes principales pour se rendre en tous lieux où la lumière, la chaleur ou les forces motrices seront requises, avec pouvoir également de construire une ligne téléphonique le long de ces lignes électriques et embranchements, ainsi que des chemins pour voitures et à lisses pour tramways, et y faire circuler des chars, de faire tous les travaux nécessaires pour fournir la lumière, la chaleur et la force motrice aux villes, villages, mines et autres industries se trouvant dans les comtés de Beauce, Compton, Mégantic, Dorchester et Lévis; d'acquiescer ou posséder des pouvoirs hydrauliques ainsi que le terrain nécessaire pour construire les voies et stations nécessaires à cette fin; d'acquiescer ou d'exproprier les terrains pouvant être submergés par l'exploitation des dits pouvoirs hydrauliques; enfin, avec pouvoir de construire sur la dite rivière Chaudière, des moulins et usines pour le sciage et la préparation du bois, la fabrication de la pulpe et l'électricité; ainsi que de posséder et exploiter des mines de divers minéraux, le tout avec pouvoir d'établir des tarifs pour la lumière, la chaleur et les forces motrices, téléphone et les tramways électriques qu'exploitera cette compagnie.

PACAUD & BOLDUC,
Solliciteurs des requérants.

Québec, 22 janvier 1902. 471-4

Public notice is hereby given that application will be made to the Quebec Legislature, at the next session thereof, by and behalf of the Quebec & Lake Saint John Railway Company, for an act ratifying and confirming the sale of certain lands in the township of Gosford by the railway company to the Quebec & Lake Saint John Railway Lumbering and Trading Company, passed before Panet N. P., on the 24th December, 1901, and to declare that the Quebec & Lake Saint John Railway Lumbering and Trading Company hold the said lands free from all unregistered mortgages or encumbrances and for other purposes.

CARON, PENTLAND STUART & BRODIE,
478 Solicitors for applicants.

Notice is hereby given that George Cloutier, esquire, physician, Joseph Gagnon, merchant, François Xavier Hains, accountant, all of the parish of Saint-Georges, Beauce; Pierre Ferdinand Renault, merchant, of the parish of Saint-François, Beauce; Henri S. Béland, physician and members of the House of Commons, Auguste Pacaud, advocate, Joseph Poirier, sheriff, Valère Gosselin, notary, of the village of Saint-Joseph, Beauce; Joseph Dominique Morin, rentier, of d'Israëli; Donat O. E. Denault, grain and provision merchant, of Sherbrooke; Charles Alfred Bilodeau, agent, of Beauce Junction, will apply at the next session of the Legislature of the province of Quebec, to obtain an act incorporating them and those who will be associated with them by the name of "La Compagnie Electrique de Beauce", and granting them a charter with power to build and run a main electric line for the conveyance of power light and heat from the hydraulic powers situated on the river Chaudière, between the parish of Saint George and the parish of Saint Martin, in front of lots fifteen, sixteen and seventeen of the first range of Jersey, in the county of Beauce, thence, running along side the river Chaudière or the public road as much as possible, starting from Lake Mégantic to Lévis, passing through the different parishes of the counties of Compton, Beauce, Dorchester and Lévis; also with power to construct a general electric line from the said hydraulic powers on the river Chaudière, going directly to Kingville or Thetford Mines; lastly, with power to build electric branch lines to start from any point on the two main lines to go to any places where light heat or motive power may be needed, with power also to build a telephone line along these electric lines, and branches, as well as roads for vehicles and tramways, and to run cars there, to do all the necessary work to furnish light heat, and motive power to the towns, villages, mines and other industries situated in the counties of Beauce, Compton, Mégantic, Dorchester and Lévis; to acquire hold hydraulic powers as well as the land necessary to build the lines and stations required for such purpose; to acquire or expropriate the lands that may be flooded by the operation of the said hydraulic powers; lastly, with power to build on the said river Chaudière mills and works for sawing and preparing lumber, the fabrication of pulp and electricity, as also to own and work mines of various ores, the whole with power to establish tariffs for light, heat and motive power, telephones and electric tramways, which the company will operate.

PACAUD & BOLDUC,
Solicitors for petitioners.

Quebec, 22nd January, 1902. 472

Avis public est par le présent donné que Joseph Germano, des cité et district de Montréal, clerc de notaire, 20, rue Saint-Jacques, Montréal, s'adressera à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte l'autorisant à exercer la pratique du notariat en cette province, sans examen.

Montréal, 28 janvier 1902.

533-3

AVIS.

Avis est par le présent donné que La cité de Hull, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte amendant son acte d'incorporation, pour entre autres objets, les suivants :

1° Pour définir les pouvoirs de la cité et de son conseil, concernant les emprunts par voie d'émission de débetures, et notamment ceux concernant les améliorations locales ou spéciales, et ratifier certaines débetures déjà émises mais non encore négociées, et autres matières s'y rapportant.

2° Pour mieux définir les cas dans lesquels les règlements du conseil seront soumis aux contribuables, et ceux où le dit conseil pourra procéder par règlement ou par résolution.

3° Pour modifier le système actuellement en vigueur concernant les améliorations locales.

4° Pour amender les dispositions de l'acte d'incorporation de la cité, concernant l'élection du maire et des échevins.

FORAN & CHAMPAGNE,

Avocats de la cité.

Hull, 28 janvier 1902.

575 3

Avis est par les présentes donné que Alfred Collyer, agent, Montréal ; William J. Remick, banquier, New-York ; Richard D. Wyckoff, banquier, New-York ; Cléophas Blouin, manufacturier, Lévis ; Joseph Paquet, contracteur, Lévis ; Philippe Édouard Bourassa, commis, Lévis ; Georges U. Holman, ingénieur, Québec, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte les incorporant, eux et ceux qui s'adjoindront à eux, sous le nom de "The Levis County Railway Company", et leur octroyer une charte pour ériger, construire et exploiter dans les limites du comté de Lévis, et les comtés avoisinants, un système de tramways ou chemins de fer électrique dans le dit comté, et tous les pouvoirs quelconques, droits et privilèges nécessaires pour les dites fins.

DROUIN, PELLETIER
& BAILLARGEON,

Procureurs des requérants.

555.3

AVIS.

Avis public est par les présentes donné par la Compagnie de Pulpe de Chicoutimi qu'elle s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi confirmant et étendant ses pouvoirs et autorisant ses directeurs à emprunter sur le crédit de la compagnie, et à émettre des bons, débetures et obligations pour une somme n'excédant pas quatre cent cinquante mille piastres, et pour autres fins.

ROY & CANNON,

Procureurs de la requérante.

Chicoutimi, 25 janvier 1902.

553-3

Avis public est par le présent donné que la corporation du conseil du comté de Lévis s'adressera à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir la passage d'une loi, ayant pour effet d'inclure le comté de Lotbinière et la ville de Lévis, parmi les municipalités chargées de l'entretien du pont Garneau, situé sur la rivière Chaudière dans le comté de Lévis.

MICHEL ROBERGE,

Sec.-trés. du conseil du comté de Lévis.
Saint-Jean Chrysostôme, 28 janvier 1902.

563-3

Public notice is hereby given that Joseph Germano, of the city and district of Montreal, notary's clerk, No. 20, Saint James street, Montreal, will apply to the Quebec Legislature, at its next session, to obtain an act authorizing him to practise the notarial profession in this province, without examination.

Montréal, 28th January, 1902.

534

NOTICE.

Notice is hereby given that The City of Hull, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the passing of an act amending its act of incorporation, for amongst other objects, the following :

1. To define the powers of the city and of its council, concerning loans by the issue of bonds or debentures, and those concerning local or special improvements, and to ratify certain debentures already issued but not yet disposed of, and other matters relating thereto.

2. To better define the cases where the by laws of the council shall be submitted to the rate payers, and those where the said council may proceed by by-law or by resolution.

3. To modify the system now in force concerning local improvements.

4. To amend the clauses of the act of incorporation of the city, concerning the election of the mayor and of the Aldermen.

FORAN & CHAMPAGNE,

Attorneys for the city.

Hull, 28th January, 1902.

576

Notice is hereby given that Alfred Collyer, agent, Montréal ; William J. Remick, banker, New York ; Richard D. Wyckoff, banker, New York ; Cléophas Blouin, manufacturer, Lévis ; Joseph Paquette, contractor, Lévis ; Philippe Édouard Bourassa, clerk, Lévis ; Georges U. Holman, engineer, Québec, will apply to the Legislature of the province of Québec, at its next session, to obtain an act incorporating them and these who will become associated with them, by the name of "The Levis County Railway Company," and to grant them a charter to erect, build and work within the limits of the county of Lévis, and the adjoining counties a system of tramways and electric railways, in the said county, and all powers whatsoever privileges and rights necessary for the said purposes.

DROUIN, PELLETIER
& BAILLARGEON,

Attorneys for petitioners.

556

NOTICE.

Public notice is hereby given that the Chicoutimi Pulp Company will apply to the Legislature of the province of Québec, at its next session, for an act ratifying and extending its powers and authorizing its directors to borrow on the credit of the company, and to issue bonds and debentures for an amount of not more than four hundred and fifty thousand dollars, and for other purposes.

ROY & CANNON,

Solicitors for applicant.

Chicoutimi, 25 January, 1902.

554

Public notice is hereby given that the corporation of the council of the county of Lévis will apply to the Quebec Legislature, at its next session, to obtain the passing of a Bill for the purpose of including the county of Lotbinière and the town of Lévis, in the municipalities liable for keeping in order the Garneau bridge, situated on the river Chaudière, in the county of Lévis.

MICHEL ROBERGE,

Sec.-treas. council of the county of Lévis.
Saint Jean Chrysostôme, 28th January, 1902.

564

AVIS PUBLIC.

Avis est par les présentes donné que Médard Paquette, Horace Normandin, E. Laflamme, Louis Brouillet, A. Lord, Argenas Goyer, E. Comartin, H. Coursol, J. S. Prud'homme et F. Sanche, tous boulangers de la cité de Montréal, s'adresseront à la prochaine session de la législature de la province de Québec, pour obtenir un acte les incorporant eux et ceux qui s'adjoindront sous le nom de "L'association de bienfaisance des boulangers de la cité de Montréal," et leur octroyant une charte avec pouvoir de passer des règlements pour le bien de leur association et pour le secours mutuel de ses membres, de leurs veuves et enfants; acquérir, posséder et jouir des biens meubles et immeubles nécessaires ou convenables à l'association.

V. NORMANDIN,

Notaire,

Procureur des requérants

80, Saint-Gabriel, Montréal.

Montréal, 20 janvier 1902.

401-4

Avis est par le présent donné que l'Hôpital Protestant pour les Aliénés s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin d'amender son acte d'incorporation, en changeant la qualification des gouverneurs à vie de deux cents à cent piastres.

HALL, CROSS, BROWN & SHARP,

Solliciteurs des requérants.

Montréal, 20 janvier 1902.

413-4

AVIS.

A la prochaine session de la législature de Québec, la Canadian Electric Light Company présentera un bill privé pour autoriser et ratifier une nouvelle émission de débetures, pour mieux définir et compléter ses pouvoirs quant à la construction et à l'opération d'un tramway dans le comté de Lévis et les comtés environnants, pour limiter ses pouvoirs quant à l'émission de débetures afin de donner plus de garantie aux porteurs actuels, pour mieux définir ses droits au sujet du transport de ses pouvoirs, et généralement pour amender sa charte afin de lui permettre de mieux atteindre les objets pour lesquels elle existe et pour pouvoir améliorer et agrandir le cercle de ses affaires et de ses opérations.

DROUIN, PELLETIER &

BAILLARGEON,

Procureurs de la Canadian

Electric Light Company.

Québec, 21 janvier 1902.

443-4

Avis public est par les présentes donné par Edouard Bastien, comptable; Elzéar Pelletier, boulanger; Joseph Godin, architecte; Charles Carli, statuaire et George Spatz, marchand, et autres, qu'ils demanderont à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, de les constituer, eux et leurs successeurs, en corporation sous le nom de l'Association de tempérance, littéraire, musicale et athlétique de tempérance de Montréal, au capital-actions de cent mille dollars, avec pouvoir de faire tous les actes permis aux corporations et notamment le pouvoir de réglementer l'admission et l'expulsion de ses membres, l'élection et la durée des fonctions de ses officiers, le paiement de ses actions, la transmission de l'actif des biens de la fanfare de la société de tempérance de Montréal, la confirmation de la souscription des actions déjà souscrites, la composition de son conseil d'administration et autres fins. La corporation aura pour objet d'encourager les études littéraires et musicales et les jeux athlétiques.

EDOUARD BASTIEN,
ELZÉAR PELLETIER,
JOSEPH GODIN,
CHARLES CARLI,
GEORGE SPATZ.

Montréal, 20 janvier 1902.

449-4

PUBLIC NOTICE.

Notice is hereby given that Médard Paquette, Horace Normandin, E. Laflamme, Louis Brouillet, A. Lord, Argenas Goyer, E. Comartin, H. Coursol, J. S. Prud'homme et F. Sanche, of the city of Montreal, bakers, will apply to the Legislature of Quebec at its next session, for the passing of an act to incorporate them, and those who will join them, under the name of "L'association de bienfaisance des boulangers de la cité de Montréal", granting them a charter with powers of passing by-laws for the good of their association, and for the mutual benefit of its members, their widows and children; to acquire, possess and enjoy all the moveable and immovable properties necessary and suitable for the association.

V. NORMANDIN,

Notary,

Solicitor for applicants.

80, Saint Gabriel, Montreal.

Montreal, 20th January, 1902.

402

Notice is hereby given that the Protestant Hospital for the Insane will apply at the next session of the Legislature of the province of Quebec, for an act to amend their act of incorporation, by changing the qualification of life governors from two hundred to one hundred dollars.

HALL, CROSS, BROWN & SHARP,

Solicitors for applicants.

Montreal, 20th January, 1902.

414

NOTICE

At the next session of the Quebec Legislature the Canadian Electric Light Company, will present a private bill to authorize and ratify a new issue of debentures, to better define and complete its powers as to the construction and running a tramway in the county of Levis, and the surrounding counties, to limit its powers as to the issue of debentures so as to give more security to the actual holders, to better define its rights as to the subject of the transfer of its powers, and generally to amend its charter so as to allow it to better attain the objects for which it exists and to be able to improve and enlarge the sphere of its business and operations.

DROUIN, PELLETIER &

BAILLARGEON,

Attorneys for the Canadian

Light Electric Company.

Quebec, 21st January, 1902.

444

Public notice is hereby given by Edouard Bastien, accountant; Elzéar Pelletier, baker; Joseph Godin, architect; Charles Carli, sculptor and George Spatz, merchant, and others, that they will petition the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to constitute them and their successors as a body corporate under the name of The Temperance, Literary, Musical and Athletic Association of Montreal, with a capital of one hundred thousand dollars, and the power to do all the acts generally permitted to corporations, and more especially the power to regulate by by-law the admission and expulsion of its members, the election and duration of the functions of its officers, the payment of its shares, the transmission of the assets of the band of the Temperance Society of Montreal, and the confirmation of the subscription of the shares already subscribed, the composition of its council of administration and other purposes. The corporation will have as its object to promote musical and literary studies as well as athletic sports.

EDOUARD BASTIEN,
ELZÉAR PELLETIER,
JOSEPH GODIN,
CHARLES CARLI,
GEORGE SPATZ.

Montreal, 20th January, 1902.

450

Avis public est par les présentes donné qu'il sera demandé à la législature de Québec, à sa prochaine session, de passer un acte incorporant la "Société d'Administration Générale", et conférant à cette compagnie les pouvoirs d'exécuter des fidéicommiss, d'administrer des successions ou autres biens, de recevoir des dépôts, d'agir comme agents financiers généraux, exécuteurs, gardiens et liquidateurs.

ALBERT DELORIMIER,

Procureur des requérants.

Montréal, 3 février 1902. 679-2

AVIS.

Avis est par le présent donné par la Corporation des Huissiers du district de Montréal, qu'elle s'adressera à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour faire amender et refondre la loi qui la concerne, afin d'obtenir des pouvoirs plus étendus et mieux définis sur tous les objets mentionnés dans la dite loi et pour autres fins.

CHARLES LAURENDEAU,

Procureur de la requérante.

Montréal, 21 janvier 1902. 431-4

Avis public est par les présentes donné, que Joseph Napoléon Landry, de la cité de Saint Henri, comté d'Hochelaga, médecin, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin d'autoriser le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec, à l'admettre au nombre de ses membres, et à lui accorder une licence pour pratiquer comme médecin et chirurgien dans cette province.

ROBILLARD, RIVET & LANCTOT,

Avocats du requérant.

Montréal, 3 février 1902. 645-2

La fabrique de la paroisse de Notre-Dame de Montréal, demandera à la législature de Québec, à sa prochaine session, la passation d'une loi pour mieux définir les droits des concessionnaires de terrain pour sépulture dans le cimetière de Notre-Dame-des-Neiges, et ceux de leurs héritiers; aussi pour rendre plus complètes les dispositions des lois actuellement en vigueur concernant l'administration du dit cimetière.

TAILLON, BONIN & MORIN,

Procureur de la fabrique N. D. de M.

383-4

Avis public est par le présent donné que "The Shawinigan Carbide Company, Limited", s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin de confirmer les lettres patentes octroyées à la compagnie par le gouvernement de la province d'Ontario, le 4e jour de janvier 1900, autorisant la compagnie à faire ses travaux dans la province de Québec, à posséder des propriétés, et en général à exercer tous les droits dans la province de Québec, qui ont été accordés par les dites lettres patentes et par l'acte gouvernant les compagnies ainsi formées dans la province d'Ontario; aussi pour ratifier les contrats et conventions passés entre Thomas L. Wilson et Messieurs Greenshields et Aldred, le 20 avril 1900, et entre Messieurs Greenshields et Aldred et "The Shawinigan Carbide Company, le 1er jour d'octobre 1901, pour autoriser et ratifier l'émission de \$600,000 en actions complètement payées du stock commun et pourvue dans la convention en dernier lieu mentionnée, et \$400,000 d'obligations; pour autoriser l'émission d'actions préférentielles et obligations et pour autres fins.

GREENSHIELDS, GREENSHIELDS
& HENEKER,

Solliciteurs des requérants.

Montréal, 23 janvier 1902. 489-4

Public notice is hereby given that application will be made at the next session, of the Legislature of Quebec, for the passing of an act to incorporate the "Société d'Administration Générale," with power to execute trusts, administer estates or other property, receive deposits, act as general financial agents, as executors, guardians and liquidators.

ALBERT DELORIMIER,

Attorney for applicants.

Montreal, 3rd February, 1902. 680

NOTICE.

Notice is hereby given by the Corporation of Bailiffs of the district of Montreal, that the said corporation will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, to have the law respecting the said corporation amended and revised, in order to obtain more extended and better definite powers upon all matters mentioned in the said law and for other purposes.

CHARLES LAURENDEAU,

Solicitor for the applicant.

Montreal, 21st January, 1902. 432

Public notice is hereby given that Joseph Napoléon Landry, of the city of Saint Henri, county of Hochelaga, physician, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to obtain an act to authorize the college of physicians and surgeons of the province of Quebec, to admit him amongst its members, and to grant him a license to practise as physician and surgeon in this province.

ROBILLARD, RIVET & LANCTOT,

Attorneys for petitioner.

Montreal, 3rd February, 1902. 646

The fabrique of the parish of Notre-Dame-de-Montréal will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, for an act to better define the rights of the grantees of burial lots in the cemetery of Notre-Dame-des-Neiges, and those of their heirs; also to make more complete the dispositions of the laws now in force concerning the administration of said cemetery.

TAILLON, BONIN & MORIN,

Attorneys for the fabrique N. D. de M.

384

Public notice is hereby given that the Shawinigan Carbide Company, Limited, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session for an act to confirm the letters patent granted to the company, by the government of the province of Ontario, on the 4th day of January, 1900, so as to authorize the company to carry on its works in the province of Quebec, and own property and generally to exercise all the rights in the province of Quebec, which it has been granted by the said letters patent and by the act governing companies so formed in the province of Ontario; also to confirm the contracts and agreements entered into between Thomas L. Wilson and Messrs Greenshields and Aldred, on the 20th of April, 1900, and between Messrs Greenshields and Aldred and the Shawinigan Carbide Company, on the 1st day of October, 1901, to authorize and confirm the issue of \$600,000 in fully paid up shares of common stock and provided in said last mentioned agreement and \$400,000 of bonds; to authorize the issue of preference shares and bonds and for other purposes.

GREENSHIELDS, GREENSHIELDS
& HENEKER,

Solicitors for applicants.

Montreal, 23rd January, 1902. 490

Avis Divers

Avis public est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, les personnes ci-après mentionnées s'adresseront à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil de la province de Québec, pour obtenir une charte d'incorporation en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social de la province de Québec.

1° Le nom proposé de la compagnie sera "The Boas Felsen Company."

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée sont : de manufacturer, vendre et faire le commerce de manteaux, mantos, blouses, jupes, habits complets de dames et en général toute sorte de vêtements de dames, et de posséder des terrains, machines, matériaux et outils nécessaires aux susdites fins.

3° La principale place d'affaires de la dite compagnie sera dans la cité de Montréal, dit district.

4° Le montant du fonds social de la dite compagnie sera de vingt-cinq mille piastres (\$25,000.00), divisé en deux cent cinquante actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

5° Les noms au long, résidence et profession des requérants sont comme suit : Aaron Bendix Boas, marchand ; Morres Felsen, marchand ; Melvin Henry Davis ; Bernard Boas, commis, et Bendix Aaron Boas, gentilhomme, tous de la cité et district de Montréal, lesquels dits Aaron Bendix Boas, Morres Felsen et Bendix Aaron Boas seront les premiers directeurs ou directeurs provisoires.

Tous les requérants sont résidents en Canada et sujets de Sa Majesté le Roi.

GREENSHIELDS, GREENSHIELDS
& HENEKER,

Solliciteurs des requérants.

Montréal, 11 février 1902.

759

Avis est donné qu'une demande sera faite au lieutenant-gouverneur de la province de Québec, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes sous le grand sceau :

1° Le nom corporatif de la compagnie proposée sera : "La Compagnie de laiterie Saint-Laurent."

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée sont : faire le commerce des écrémeuses-centrifuges, des boîtes à beurre et à fromage, et de toutes les machineries, instruments, appareils, gréments et fournitures servant à la fabrication du beurre, du fromage et des autres produits du lait ; manufacturer les dites écrémeuses - centrifuges, machineries, instruments, appareils, gréments, fournitures ou parties d'icelles ; fabriquer le beurre, le fromage ou tous autres produits appartenant ou dérivant de l'industrie laitière, et en faire commerce ; et pour toutes les fins ci-dessus, ou pour quelques-unes d'entre elles, acquérir, posséder, vendre, échanger, hypothéquer des immeubles dans les limites de cette province, et faire toutes choses relatives aux objets de la compagnie.

3° Le siège principal des affaires de la compagnie, sera à Saint-Prosper, dans le comté de Champlain, province de Québec.

4° Le fonds social sera de cinquante mille dollars, divisé en cinq cents parts de cent piastres chacune.

5° Les requérants sont : Alfred Trudel, cultivateur ; Joseph Tanerède Trudel, cultivateur ; François Xavier Ovide Trudel, inspecteur ; Dollard Trudel, cultivateur, tous de Saint-Prosper, dans le comté de Champlain, et Auguste Trudel, inspecteur, de la paroisse de Sainte-Geneviève, dans le comté de Champlain.

6° Les requérants, tous sujets de Sa Majesté et résidents en Canada, seront les premiers directeurs de la compagnie.

Daté à Montréal, ce douzième jour de février mil neuf cent deux.

HENRI TRUDEL,
Procureur des requérants.

755

Miscellaneous Notices

Public notice is hereby given that, within one month after the last publication hereof, in the *Quebec Official Gazette*, the persons hereinafter mentioned will apply to His Honor the Lieutenant Governor in Council of the province of Quebec, for the granting of a charter of incorporation under the provisions of the joint companies act of the province of Quebec.

1. The proposed name of the company is to be "The Boas Felsen Company."

2. The purposes for which incorporation is sought, are: to manufacture, sell and deal in ladies mantels, cloaks, blouses, shirts, suits, and generally all kinds of ladies wear, and to own and possess premises, machinery, plant and tools necessary for the same.

3. The chief place of business of the said company will be in the city of Montreal, said district.

4. The amount of capital stock of the said company shall be twenty five thousand (\$25,000.00) dollars, divided into two hundred and fifty shares of one hundred (\$100.00) dollars each.

5. The names in full, and the address and calling of each of the applicants are as follows : Aaron Bendix Boas, merchant ; Morres Felsen, merchant ; Melvin Henry Davis ; Bernard Boas, clerk, and Bendix Aaron Boas, gentleman, all of the city and district of Montreal, of whom the first or provisional directors shall be Aaron Bendix Boas, Morres Felsen and Bendix Aaron Boas.

All of the said applicants are resident in Canada, and are subjects of His Majesty the King.

GREENSHIELDS, GREENSHIELDS
& HENEKER,

Solicitors for applicants.

Montreal, 11th February, 1902.

760

Notice is hereby given that application will be made to His Honor the Lieutenant Governor of the province of Quebec, for a charter of incorporation by letters patent under the great seal :

1. The corporate name of the projected company will be "La Compagnie de Laiterie Saint-Laurent."

2. The objects for which the incorporation is sought are : to deal in centrifugal creamers, butter and cheese boxes, and all sorts of machinery, instruments, apparatus, gear and furnishings used in making butter, cheese and other products from milk ; to manufacture the said centrifugal creamers, machinery, apparatus, gear and furnishings or parts thereof ; to make butter, cheese or any other product belonging to or made from the dairy industrie, and to trade therein ; and for all the above purposes, or for some of them, to acquire, own, sell, exchange, hypothecate immovables within the limits of this province, and to do any thing connected with the objects of the company.

3. The company chief place of business will be at Saint Prosper, in the county of Champlain, province of Quebec.

4. The capital stock will be fifty thousand dollars, divided into five hundred shares of one hundred dollars each.

5. The petitioners are : Alfred Trudel, farmer ; Joseph Tanerède Trudel, farmer ; François-Xavier Ovide Trudel, inspector ; Dollard Trudel, farmer, all of Saint Prosper, in the county of Champlain, and Auguste Trudel, inspector, of the parish of Sainte-Geneviève, in the county of Champlain.

6. The petitioners, all subjects of His Majesty and residing in Canada, will be the first directors of the company.

Dated at Montreal, this twelfth day of February, one thousand nine hundred and two.

HENRI TRUDEL,
Attorney for petitioners

756

Avis public est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes, en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social, incorporant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporé, sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés :

1° Le nom collectif proposé de la compagnie sera "Journal of Commerce Company".

2° Les objets en vertu de l'acte, pour lesquels l'incorporation est demandée sont de faire les affaires comme propriétaires et éditeurs de feuilles périodiques, journaux, revues, livres et autres travaux et entreprises littéraires et spécialement de prendre la publication connue comme "Canadian Journal of Commerce, Finance and Insurance Review", ensemble avec toutes les affaires faites maintenant ou en rapport avec icelle, y compris la clientèle et tout l'actif et passif d'icelle, aussi de faire les affaires d'imprimeurs, relieurs, éditeurs, libraires, photographes, imprimeurs de photographies, clicheurs, ouvriers électrotypiques, lithographes, graveurs et agents d'annonces.

3° La principale place d'affaires de la dite compagnie sera dans la cité de Montréal, dans la province de Québec.

4° Le montant proposé du fonds social sera de \$150,000.

5° Le nombre d'actions sera de quinze cents et le montant de chaque action sera de \$100.00.

6° Les noms au long, résidence et profession de chacun des requérants sont comme suit : Michael Sylvester Foley, journaliste ; Edmund William MacDougall Foley, assistant gérant ; Dante Francis Foley, journaliste ; Margaret Ann Jane MacDougall, épouse séparée de biens du dit Michael Sylvester Foley, et Henri Gerin Lajoie, avocat, tous des cité et district de Montréal. Les dits M. S. Foley, E. W. M. Foley et D. F. Foley seront les premiers directeurs ou directeurs provisoires de la dite Compagnie.

LAJOIE & LACOSTE,

Solliciteurs des requérants.

Montréal, 5 février 1902.

677-2

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes, en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social, incorporant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporé, sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés :

1° Le nom de la compagnie sera "Chaleurs Bay Mills."

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée, sont les suivants :

(a) D'acquérir, posséder, louer et maintenir, par aucun titre légal, toutes terres, limites à bois, meubles et immeubles et droits de pouvoirs d'eau et privilèges et intérêts y ayant rapport, glissoires par eau ou autrement et privilèges y ayant rapport, bâtisses, améliorations, matériel, machines, droits de patentes, royautés et autres choses qui peuvent être nécessaires ou utiles pour les opérations de bois ou en rapport avec leurs affaires, et de les vendre, louer en entier ou en partie ou en disposer autrement.

(b) De faire les affaires de commerce de bois et le manufacturer dans toutes ses branches ; de faire tous travaux utiles, améliorations, inventions, y compris moulins, ouvrages hydrauliques, travaux électriques et tramways et chemins de fer, y compris la manufacture et vente de lumière et chauffage artificiels, et de louer ou vendre des pouvoirs d'eau

Public notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the Lieutenant Governor for a charter of incorporation by letters patent, under the provisions of "The Joint Stock Companies' incorporation act," incorporating the applicants and such other persons as may become shareholders in the proposed company, a body politic and corporate, under the name and for the purposes hereinafter mentioned :

1. The proposed corporate name of the company is "Journal of Commerce Company."

2. The purpose within the purview of the act, for which incorporation is sought, are to carry on business as proprietors and publishers of newspapers, journals, magazines, books and other literary works and undertakings, and especially to take over the publication known as the "Canadian Journal of Commerce, Finance and Insurance Review," together with all the business now carried on in connection therewith, including the goodwill and all the assets and liabilities of said business, also to carry on business as printers, bookbinders, book-printers, stationers, photographers, photographic printers, stereotypers, electrotypers, lithographers, engravers and advertising agents.

3. The chief place of business of the said company is to be in the city of Montreal, in the province of Quebec.

4. The intended amount of the capital stock is \$150,000.

5. The number of shares are to be fifteen hundred and the amount of each share is to be of the value of \$100.00.

6. The names in full and the address and calling of each of the applicants are as follows : Michael Sylvester Foley, journalist ; Edmund William MacDougall Foley, assistant manager ; Dante Francis Foley, journalist ; Margaret Ann Jane MacDougall, wife separate as to property of the said Michael Sylvester Foley, and Henri Gerin Lajoie, advocate ; all of the city and district of Montreal, of whom the said M. S. Foley, E. W. M. Foley and D. F. Foley are to be the first or provisional directors of the said company.

LAJOIE & LACOSTE,

Solicitors for applicants.

Montreal, 5th February, 1902.

678

Notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the Lieutenant Governor in Council, for a charter of incorporation by letters patent, under the provisions of the joint stock companies' act, incorporating the applicants and such other persons as may become shareholders in the proposed company, corporate and politic, under the name and for the purposes hereinafter mentioned :

1. The name of the company is to be "Chaleurs Bay Mills."

2. The objects for which the incorporation is sought, are the following :

(a) To acquire, own, lease and hold, by any legal title, all such lands, timber limits, real and moveable property and rights water-powers and privileges and interests therein, slides by water or otherwise and interests therein, buildings, improvements, plant, machinery, patent rights, royalties and other things as may be necessary to or useful for lumbering operations or in connection with their business, and the same or any part thereof to sell, lease or otherwise dispose of.

(b) To carry on the business of lumbering and the manufacture of lumber in all its branches : to construct all useful works, improvements and inventions, including mills, water-works, electrical works and tramways and railways, including the manufacture and sale of artificial light and heat, and to lease or sell water-powers for electrical or industrial

pour les fins de lumière ou chauffage électriques ou industriels, et de manufacturer, acheter, vendre ou louer toutes choses y ayant rapport; de faire les affaires de commerçants, et acheter et vendre des effets, articles et marchandises, billots manufacturés, bois scié, bois de pulpe, pulpe et papier, et d'acquérir, construire et mettre en opération des boutiques, magasins, bureaux, maison de pension, quais et autres constructions et de les vendre, louer à volonté ou en disposer autrement.

4° Le montant du fonds social de la dite compagnie sera de (\$150,000) cent cinquante mille piastres.

5° Le nombre d'actions sera de quinze cents (1500), de cent piastres (\$100) chacune.

6° Les noms au long, résidence et profession des requérants sont comme suit: John Champoux, marchand de bois, de D'Israëli, province de Québec, David Champoux, marchand, de D'Israëli, province de Québec; Waterman A. Taft, de Arlington, dans l'état de Massachusetts, un des états-unis d'Amérique, marchand; Frank G. Saxe, de la cité de New-York, dans l'état de New-York, un des états-unis d'Amérique, commerçant; James E. Marrett, de la cité de Portland, dans l'état du Maine, un des états-unis d'Amérique, marchand de bois, et Alexandre Champoux, marchand, de D'Israëli, province de Québec.

7° Les dits John Champoux, David Champoux, James E. Marrett seront les premiers directeurs ou directeurs provisoires de la dite compagnie, la majorité sont sujets anglais.

PANNETON & LEBLANC,

Solliciteurs des requérants.

Sherbrooke, 30 janvier 1902.

573-3

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres-patentes, en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social, incorporant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporé, sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés:

1° Le nom collectif proposé de la compagnie sera "Granda Hermanos Y Ca".

2° Les objets en vertu des dispositions de la loi pour lesquels l'incorporation est demandée sont: de prendre et continuer comme une affaire en opération les affaires maintenant faites, dans la cité de Montréal, sous le nom de "Granda Hermanos Y Ca", comme manufacturier de cigares; de faire les affaires de manufacturiers, importateurs et marchands de tabac, cigares, cigarettes et toutes choses y ayant rapport; d'acquérir d'autres manufactures ou affaires de même nature et stock dans d'autres corporations, et en général d'agir comme marchands et agents à commission.

3° Le principal bureau de la dite compagnie sera dans la cité de Montréal, dans la province de Québec.

4° Le montant du fonds social de la dite compagnie sera de \$100,000.00.

5° Le nombre d'actions sera de mille, de \$100.00 chacune.

6° Les noms au long, résidence et profession des requérants sont comme suit: Frank Granda, manufacturier de cigares; Nathan Michaels, manufacturier de cigares; Morris Michaels, marchand; Abraham Michaels, marchand, tous de la dite cité de Montréal, et Charles Fox, marchand, de la cité de New-York, dans l'état de New-York, un des états unis d'Amérique.

7° Les dits Frank Granda, Nathan Michaels et Morris Michaels seront les premiers directeurs ou directeurs provisoires de la dite compagnie, dont majorité sont résidents en Canada et sujets de Sa Majesté.

CARTER & GOLDSTEIN,

Procureurs des requérants.

Montréal, 30 janvier 1902.

609-3

lighting or heating purposes, and to manufacture, buy, sell or lease any thing incidental thereto; to do business as traders, and to buy and sell goods, wares and merchandise, manufactured logs, sawed lumber, pulpwood, pulp and paper, and to acquire, build and operate shops, stores offices, boarding houses, wharves and other buildings, and the same at will to sell, lease or otherwise dispose of.

4: The amount of capital stock of the said company is to be (\$150,000) one hundred and fifty thousand dollars.

5. The number of shares is to be fifteen hundred (1500) of the par value of one hundred (\$100) dollars each.

6. The names in full and the address and calling of each of the applicants are as follows: John Champoux, lumber dealer, of D'Israeli, province of Québec; David Champoux, merchant, of D'Israeli, province of Québec; Waterman A. Taft, of Arlington, in the state of Massachusetts, one of the united states of America, merchant; Frank G. Saxe, on the city of New York, in the state of New York, one of the united states of America, trader; James E. Marrett, of the city of Portland, in the state of Maine, one of the united states of America, lumber merchant, and Alexandre Champoux, merchant, of D'Israeli, province of Québec.

7. The first or provisional directors of the said company will be the said John Champoux, David Champoux and James E. Marrett, the majority of whom are british subjects.

PANNETON & LEBLANC,

Solicitors for applicants.

Sherbrooke, 30th January, 1902.

574

Notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the Lieutenant-Governor, for a charter of incorporation by letters patent under the provisions of the "The Joint Stock Companies Incorporating Act," incorporating the applicants and such other persons as may become shareholders in the proposed company, a body politic and corporate, under the name and for the purposes hereinafter mentioned:

1. The proposed corporate name of the company is "Granda Hermanos Y Ca."

2. The purposes within the provisions of the act for which incorporation is sought are: to take over and continue as a going concern the business at present carried on, at the city of Montreal, by the firm of "Granda Hermanos Y Ca", as cigar manufacturer, to carry on the business of manufacturers, importers and dealers in tobaccos, cigars, cigarettes and all things incidental thereto; to acquire other factories or concerns of a like nature and stocks in other corporations, and generally to act as merchants and commission agents.

3. The head office of the said company will be in the city of Montreal, in the province of Québec.

4. The amount of capital stock of the said company is to be \$100,000.00.

5. The number of shares is to be one thousand, of the par value of \$100.00.

6. The names in full and the address and calling of each of the applicants are as follows: Frank Granda, cigar manufacturer; Nathan Michaels, cigar manufacturer; Morris Michaels, merchant; Abraham Michaels, merchant, all of the said city of Montreal, and Charles Fox, merchant, of the city of New York, in the state of New York, one of the united states of America.

7. The said Frank Granda, Nathan Michaels and Morris Michaels shall be the first or provisional directors of the said company, and the majority of them are residents of Canada and subjects of His Majesty.

CARTER & GOLDSTEIN,

Attorneys for applicants.

Montreal, 30th January, 1902.

610

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes, en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social, incorporant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporé, sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés :

1° Le nom collectif proposé de la compagnie sera "The Chapman-Dart Company, Limited."

2° Les objets, conformément aux dispositions de l'acte, pour lesquels l'incorporation est demandée sont de prendre les affaires de la société commerciale de Dart & Chapman, faisant ci-devant affaires dans la cité de Montréal, et de faire les affaires comme manufacturiers et commerçants de drogues, articles et fournitures de droguistes et de médecins.

3° Le principal bureau de la dite compagnie sera dans les cité et district de Montréal, dans la province de Québec.

4° Le montant du fonds social de la dite compagnie sera de vingt mille piastre (\$20,000.00).

5° Le nombre d'actions sera deux cents de cent piastres (\$100.00) chacune.

6° Les noms au long, résidence et profession des requérants sont comme suit : Fraser Chapman, de la cité de Montréal, marchand ; Henry James Dart, de la cité de Montréal, marchand ; John Henry Chapman, de la cité de Montréal, marchand ; May Elmina Albee, de la cité de Montréal, épouse séparée de biens du dit Fraser Chapman et Jacob Dewitt, de la cité de Montréal, étudiant.

7° Les dits Fraser Chapman, Henry James Dart et John Henry Chapman seront les premiers directeurs ou directeurs provisoires de la dite compagnie, lesquels sont tous résidents en Canada et sujets de Sa Majesté.

BLAIR & LAVERTY,

Procureurs des requérants.

Montréal, 3 février 1902. 647.2

Avis public est par le présent donné que la compagnie de chemin de fer Pacifique Canadien vendra par encan public, le 3e jour d'avril 1902, dans le rez-de-chaussée de la gare de la station de la rue Windsor, à 10 heures a. m., dans la cité de Montréal, les effets de bagage non réclamés, en la possession de la compagnie, n'ayant pas été réclamés dans l'espace de douze (12) mois ; et, sur les produits de la dite vente, la compagnie retiendra tels droits et charges raisonnables pour emmagasinage, annonces et vente des dits effets et bagage, et la balance des produits de la dite vente, s'il y en a, sera gardée par la compagnie pendant l'espace de trois (3) mois pour être payée à toute personne y ayant droit.

La Cie du chemin de fer Pacifique Canadien.

Par R. H. MORRIS,

Agent général du bagage.

Montréal 5 février 1902. 653.2

Province de Québec,
District de Montréal.

Cour Supérieure.

Dame Marie Louise Rosina Savaria, de la paroisse de Boucherville, district de Montréal, épouse commune en biens de Anastas Aubertin, cultivateur, du même lieu, dûment autorisée aux fins des présentes,

Demanderesse ;

vs.

Le dit Anastas Aubertin, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été, ce jour, instituée par la demanderesse, contre le défendeur.

J. H. DAVID,

Avocat de la demanderesse.

15, Saint-Jacques.
Montréal, 5 février 1902.

675-2

Public notice is hereby given that within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the Lieutenant-Governor in Council, for a charter of incorporation by letters patents, under the provisions of the "joint stock companies act", incorporating the applicants and such other persons as may become shareholders in the proposed company, corporate and politic, under the name and for the purposes hereinafter mentioned :

1. The proposed corporate name of the company is "The Chapman-Dart Company, Limited."

2. The purposes, within the provisions of the act, for which incorporation is sought, are to take over the business of the commercial firm of Dart & Chapman, heretofore trading at the city of Montreal, and to carry on business as manufacturers of and dealers in drugs, druggist's and physician's sundries and supplies.

3. The head office of the said company will be in the city and district of Montreal, in the province of Quebec.

4. The amount of the capital stock of the said company will be twenty thousand dollars (\$20,000.00).

5. The number of shares is to be two hundred shares of the par value of one hundred dollars (\$100.00) each.

6. The names in full and the address and calling of each of the applicants are as follows : Fraser Chapman, of the city of Montreal, merchant ; Henry James Dart, of the city of Montreal, merchant ; John Henry Chapman, of the city of Montreal, merchant ; May Elmina Albee, of the city of Montreal, wife separate as to property of the said Fraser Chapman and Jacob Dewitt, of the city of Montreal, student.

7. The said Fraser Chapman, Henry James Dart and John Henry Chapman shall be the first provisional directors of the said company, all of whom are residents of Canada and subjects of His Majesty.

BLAIR & LAVERTY,

Attorneys for petitioners.

Montreal, 3rd February, 1902. 648

Public notice is hereby given that the Canadian Pacific Railway Company will sell by public auction, on the 3rd day of April, 1902, in the basement of the trainshed, at Windsor street station, at 10 o'clock A.M., in the city of Montreal, the articles of unclaimed baggage, which have remained in the possession of the company unclaimed, for a space of twelve (12) months ; and, that the company, out of the proceeds of such sale, will retain such tolls and all reasonable charges for the storing, advertising and selling of such goods and baggage, and the balance of the proceeds of such sale, if any, shall be kept by the company for a further period of three (3) months, to be paid over to any person entitled thereto.

The Canadian Pacific Railway Company,

Per R. H. MORRIS,

General baggage agent.

Montreal, 5th February, 1902. 654

Province of Québec,
District of Montréal.

Superior Court.

Dame Marie Louise Rosina Savaria, of the parish of Boucherville, district of Montreal, wife common as to property of Anastas Aubertin, farmer, of the same place, duly authorized for the purpose hereof,

Plaintiff ;

vs.

The said Anastas Aubertin, Defendant.
An action in separation as to property, has this day, been instituted by the plaintiff, against the defendant.

J. H. DAVID,

Attorney for plaintiff.

15, Saint James,
Montreal, 5th February, 1902.

676

Province de Québec, }
District de Richelieu. } *Cour Supérieure.*

Dame Marie Louise Turner, de la paroisse de Notre-Dame de Pierreville, épouse de François-Xavier Descheneaux, commerçant, du même lieu, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son dit époux.

JULES ALLARD,

Procureur de la demanderesse.

Sorel, 25 janvier 1902.

551-3

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Dame Marie Lebeau, d'Ahuntsic, Sault-au-Recollet, district de Montréal, épouse commune en biens de Grégoire Lèveillé, entrepreneur plâtrier, du même lieu, dûment autorisée à l'effet des présentes,
Demanderesse ;

vs

Le dit Grégoire Lèveillé, Défendeur.

Une action en séparation de bien a été, ce jour instituée par la demanderesse contre le défendeur.

LAVALLEE & LAVALLEE,

Avocats de la demanderesse.

Montréal, 29 janvier, 1902.

569-3

Province de Québec, }
District de St-Hyacinthe. } *Cour Supérieure.*
No 9.

Dame Joséphine Grenier, épouse commune en biens de Guillaume Fournier, confiseur et pâtisier, des cité et district de Saint-Hyacinthe,
Demanderesse :

vs

Guillaume Fournier, sus-désigné, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée ce jour, contre le défendeur.

BEAUPARLANT & MARIN,

Avocats de la demanderesse.

Saint-Hyacinthe, 29 janvier 1902.

567-3

Province de Québec, }
District de Terrebonne. } *Cour Supérieure.*
No 361.

Dame Marie Orise Chapleau a, ce jour, intenté une action en séparation de biens à son époux, Louis Pepin, industriel, tous deux de la ville de Saint-Jérôme, district de Terrebonne.

PREVOST & RINFRET,

Procureurs de la demanderesse.

Saint-Jérôme, 20 janvier 1902.

511-3

Cour Supérieure.—District d'Iberville.

No. 163.

Dame Marie Flora Lacroix, dûment autorisée, de la paroisse de Saint-Alexandre, district d'Iberville, a pris, ce jour une action en séparation de biens contre son mari, Alexis Masseau, ci-devant cultivateur, et aujourd'hui boulanger, du même lieu.

J. S. MESSIER,

Avocat de la demanderesse.

Saint-Jean, 20 janvier 1902.

403-4

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 760.

Dame Caroline Hébert, de la cité et du district de Montréal, épouse commune en biens de Philias Michaud, cigarier, du même lieu, dûment autorisée aux fins des présentes,
Demanderesse ;

vs

Le dit Philias Michaud, Défendeur.

Une action en séparation de corps et de biens a été, ce jour, instituée par la demanderesse, contre le défendeur.

BISAILLON & BROSSARD,

Avocats de la demanderesse.

Montréal, 13 janvier 1902.

373-5

Province of Quebec, }
District of Richelieu. } *Superior Court.*

Dme Marie Louise Turner, of the parish of Notre Dame de Pierreville, wife of François Xavier Descheneaux, of the same place, trader, has, this day, instituted an action *en séparation de biens* against her said husband.

JULES ALLARD,

Attorney for plaintiff.

Sorel, 25th January, 1902.

552

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

Dame Marie Lebeau, of Ahuntsic Sault-au-Recollet, district of Montreal, wife common as to property of Grégoire Laveillé, contractor plasterer, of the same place, duly authorized for the purpose hereof,
Plaintiff ;

vs

The said Grégoire Laveillé, Défendant.

An action in separation as to property has, this day, been instituted by the plaintiff against the defendant.

LAVALLEE & LAVALLEE,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 29th January, 1902.

570

Province of Quebec, }
District of Saint Hyacinth. } *Superior Court.*
No. 9.

Dame Josephine Grenier, wife common as to property of Guillaume Fournier, confectioner and pastry cook, of the city and district of Saint Hyacinth,
Plaintiff ;

vs

Guillaume Fournier, above named, Défendant.

An action for separation as to property has been instituted this day, against the defendant.

BEAUPARLANT & MARIN

Attorneys for plaintiff.

Saint Hyacinth, 29th January, 1902.

568

Province of Quebec, }
District of Terrebonne. } *Superior Court.*
No. 361.

Dame Marie Orise Chapleau has, this day, instituted an action for separation of property against her husband, Louis Pepin, trader, both of the tow of Saint Jérôme, district of Terrebonne.

PREVOST & RINFRET,

Attorneys for plaintiff.

Saint Jérôme, 20th January, 1902.

512

Superior Court.—District of Iberville.

No. 163.

Dame Marie Flora Lacroix, duly authorized, of the parish of Saint Alexandre, district of Iberville, has, this day, taken an action for separation of property against her husband, Alexis Masseau, formerly farmer and now baker, of the same place.

J. S. MESSIER,

Attorney for plaintiff.

Saint-Johns, 20th January, 1902.

404.

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 760.

Dame Caroline Hébert, of the city and district of Montreal, wife *commune en biens* of Philias Michaud, cigar-maker, of the same place, duly authorized for the purposes hereof,
Plaintiff ;

vs.

The said Philias Michaud, Défendant.

An action for separation from bed and board, has, this day, been instituted by the plaintiff against the defendant.

BISAILLON & BROSSARD,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 13th January, 1902.

374

Province de Québec, }
District de Chicoutimi. } *Cour Supérieure.*
No 756.

Dame Malvina Laforge a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son mari, François Dufour, de la ville de Chicoutimi, commerçant, dit district.

ALAIN & LAPOINTE,

Procureurs de la demanderesse.

Chicoutimi, 3 janvier 1902. 285-5

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Dame Céline Longtin, du village de Laprairie, district de Montréal, épouse commune en biens de Maximilien Lefebvre, menuisier, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, a intenté une action en séparation de biens contre le dit Maximilien Lefebvre.

PELLETIER & LETOURNEAU,

Avocats de la demanderesse.

Montréal, 10 janvier 1902. 339-5

Province de Québec, }
District de St-Hyacinthe. } *Cour Supérieure.*
No 11.

Dame Marie-Louise Peltier, de la paroisse de Sainte-Rosalie, dans le district de Sainte-Hyacinthe, épouse commune en biens de Michel Tanguay, cultivateur, de la dite paroisse de Sainte-Rosalie, mais temporairement résidant dans le canton de Garthby, district de Saint-François, et dûment autorisée,

vs.

Le dit Michel Tanguay, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, ce jour.

LUSSIER & GENDRON,

Avocats de la demanderesse.

Saint-Hyacinthe, 31 janvier 1902. 699-2

Avis de Faillites

Province de Québec, }
District de Richelieu. } *Cour Supérieure.*
No. 4362.

J. Léon Laflamme, Demandeur ;

vs.

François X. Descheneaux, Défendeur.

Avis est par le présent donné que le 7^e jour de février 1902, par ordre de la cour, j'ai été nommé curateur à la faillite du défendeur, qui a fait un abandon judiciaire de tous ses biens pour le bénéfice de ses créanciers.

Toutes réclamations devront être produites d'ici à un mois.

A. A. MONDOU, N. P.,

Curateur.

Bureau : Pierreville, Qué.
Pierreville, 10 février 1902.

719

Province de Québec, }
District de Trois-Rivières. } *Cour Supérieure.*
In re Lacourse & Lefrançois, Shawenegan Falls, P. Q., Insolubles.

Avis vous est donné que le 8^e jour de février 1902, par un ordre de la cour, nous avons été nommés curateurs conjoints à la succession des sus-nommés, qui ont fait une cession judiciaire de tous leurs biens et effets pour le bénéfice de leurs créanciers.

Les réclamations doivent être produites à notre bureau sous un mois de cette date.

A. L. KENT,

A. TURCOTTE,

Curateurs conjoints.

Bureau de Kent & Turcotte,
97, rue Saint-Jacques.
Montréal, 15 février 1902.

753

Province of Quebec, }
District of Chicoutimi. } *Superior Court.*
No. 756.

Dame Malvina Laforge has, this day, instituted an action *en séparation de biens* against her husband, François Dufour, of the town of Chicoutimi, trader, in the said district.

ALAIN & LAPOINTE,

Attorneys for the plaintiff

Chicoutimi, 3rd January, 1902. 286

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

Dame Céline Longtin, of the village of Laprairie, district of Montreal, wife common as to property of Maximilien Lefebvre, joiner, of the same place, duly authorized *à ester en justice*, has instituted an action in separation as to property against the same Maximilien Lefebvre.

PELLETIER & LETOURNEAU,

Attorneys of the plaintiff.

Montreal, 10th January, 1902. 340

Province of Quebec, }
District of St. Hyacinth. } *Superior Court.*
No. 11.

Dame Marie Louise Peltier, of the parish of Sainte-Rosalie, in the district of Saint Hyacinth, wife common as to property of Michel Tanguay, farmer, of the said parish of Sainte-Rosalie, but temporarily residing in the township of Garthby, district of Saint Francis, duly authorized,

vs.

The said Michel Tanguay, Defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause, to-day.

LUSSIER & GENDRON,

Attorneys for the plaintiff.

Saint Hyacinth, 31st January, 1902. 700

Bankrupt Notices

Province of Quebec, }
District of Richelieu } *Superior Court.*
No. 4362.

J. Léon Laflamme, Plaintiff ;

vs.

François X. Descheneaux, Defendant.

Notice is hereby given that on the 7th day of February, 1902, by order of the court, I have been appointed curator to insolvency of the said defendant, who has made a judicial abandonment of all his assets for the benefit of his creditors.

Claims must be filed within a month.

A. A. MONDOU, Notary,

Curator.

Office : Pierreville, Que.
Pierreville, 10th February, 1902.

720

Province of Quebec, }
District of Three Rivers } *Superior Court.*
In re Lacourse & Lefrançois, Shawenegan Falls, P. Q., Insolvents.

Notice is hereby given that on the 8th day of February, 1902, by order of the court, we were appointed joint curators to the estate of the above named, who have made a judicial abandonment of all their assets for the benefit of their creditors.

Claims must be filed at our office within one month.

A. L. KENT,

A. TURCOTTE,

Joint curators.

Office of Kent & Turcotte,
97, Saint James street.
Montreal, 15th February, 1902.

754

Canada, }
Province of Québec, } *Cour Supérieure.*
District of Saint-François }
No 399.
Dans l'affaire de C. J. Odell, de Sherbrooke, P. Q.,
Failli.

Avis est par le présent donné que le failli a fait un abandon de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure, dans et pour le district de Saint-François, dans la cité de Sherbrooke, et que le soussigné a été nommé gardien provisoire.

E. S. STEVENS,
Gardien provisoire.

737

Province of Québec, }
District of Montréal. } *Cour Supérieure.*
Dans l'affaire de Jeffry M. Doran, Ahuntsic,
Failli.

Avis est par le présent donné que nous avons préparé un premier et dernier bordereau de collocation, lequel sera payable à notre bureau, No. 1709, rue Notre-Dame, Montréal, le quatrième jour de mars 1902.

LAMARCHE & BENOIT,
Curateurs conjoints.

1709, rue Notre-Dame, Montréal.
Montréal, 15 février 1902.

743

Province of Québec, }
District of Beauharnois. } *Cour Supérieure.*
No 115.

Dans l'affaire de H. O. Boyer & Cie, marchands tailleurs, de Valleyfield, Québec.

Avis est par le présent donné que le 7e jour de février 1902, par ordre de la cour, nous avons été nommés curateurs conjoints des biens des susdits failli.

Toutes personnes ayant des réclamations contre les dits biens sont requis de les produire, dûment attestées, sous trente jours.

ARTHUR W. WILKS,
J. WILFRID MICHAUD,
Curateurs conjoints.

Bureau de Wilks & Michaud,
205, rue Saint-Jacques.
Montréal, 7 février 1902.

733

Canada, }
Province of Québec, } *Cour Supérieure.*
District of Montréal. }

Dans l'affaire de Dame Marie G. D. Laferrière, de Montréal, Faillie.

Un premier et dernier bordereau de dividendes sur immeubles a été préparé, et sera sujet à objection au bureau du soussigné, jusqu'à lundi, le 3e jour de mars 1902, après laquelle date les dividendes seront payés.

A. W. STEVENSON,
Curateur.

Bank of Toronto Chambers,
Rue Saint-Jacques.
Montréal, 13 février 1902.

749

Province of Québec, }
District of Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 16.

Dans l'affaire de Royal Hat and Cap Manufacturing Company, Montréal.

Avis est par le présent donné que le 10e jour de février 1902, par ordre de la cour, nous avons été nommés curateurs-conjoints des biens de la susdite faillite.

Toutes personnes ayant des réclamations contre les dits biens sont requis de les produire, dûment attestées, sous trente jours de cette date.

ARTHUR W. WILKS,
J. WILFRID MICHAUD,
Curateurs conjoints.

Bureau de Wilks & Michaud,
Comptables et auditeurs,
205, rue Saint-Jacques.
Montréal, 10 février 1902.

735

Canada, }
Province of Québec, } *Superior Court.*
District of Saint Francis. }
No. 399.

In the matter of C. J. Odell, of Sherbrooke, P. Q.,
Insolvent.

Notice is hereby given that the insolvent has made an abandonment of his property for the benefit of his creditors, at the office of the prothonotary of the superior court, in and for the district of Saint Francis, and that the undersigned has been appointed provisional guardian.

E. S. STEVENS,
Provisional guardian.

738

Province of Québec, }
District of Montréal. } *Superior Court.*
In the matter of Jeffry M. Doran, Ahuntsic,
Insolvent.

Notice is hereby given that we have prepared a first and final dividend, which will be payable at our office, No. 1709, Notre Dame street, Montreal, on the fourth of March, 1902.

LAMARCHE & BENOIT,
Joint curators.

1709, Notre Dame street, Montreal.
Montreal, 15th February, 1902.

744

Province of Québec, }
District of Beauharnois. } *Superior Court.*
No. 115.

In the matter of H. O. Boyer & Co., merchant tailors, Valleyfield, Quebec.

Notice is hereby given that on the 7th day of February, 1902, by order of this court, we were appointed joint curators to the above estate.

All parties having claims against said estate are requested to file same, duly attested, within thirty days.

ARTHUR W. WILKS,
J. WILFRID MICHAUD,
Joint curators.

Office of Wilks & Michaud,
205, Saint James street.
Montreal, 7th February, 1902.

734

Canada, }
Province of Québec, } *Superior Court.*
District of Montréal. }

In the matter of Dame Marie G. D. Laferrière, of Montreal, Insolvent.

A first and final dividend sheet on immovables has been prepared, open to objection at the office of the undersigned, until Monday, the 3rd day of March, 1902, after which date dividends will be paid.

A. W. STEVENSON,
Curator.

Bank of Toronto Chambers,
Saint James street.
Montreal, 13th February, 1902.

750

Province of Québec, }
District of Montréal. } *Superior Court.*
No. 16.

In the matter of Royal Hat and Cap Manufacturing Company, Montreal.

Notice is hereby given that on the 10th day of February, 1902, by order of this court, we were appointed joint curator to the above estate.

All parties having claims against the said estate are requested to file same, duly attested, within thirty days from this date.

ARTHUR W. WILKS,
J. WILFRID MICHAUD,
Joint curators.

Office of Wilks & Michaud,
Accountants and auditors,
205, Saint James street.
Montreal, 10th February, 1902.

746

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure*
Dans l'affaire de Lefebvre, Ryan & Co., de Montréal, Faillie.
Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé et sera sujet à objection au bureau du sousigné, jusqu'à lundi, le 3e jour de mars 1902, après laquelle date les dividendes seront payés.
A. W. STEVENSON,
Curateur.

Bank of Toronto Chambers,
rue Saint-Jacques.
Montréal, 13 février 1902. 751

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure*
Dans l'affaire de J. B. Williamson, Faillie.
Un deuxième et dernier bordereau de dividendes a été préparé et sera sujet à objection au bureau du sousigné, jusqu'à lundi, le 3e jour de mars 1902, après laquelle date les dividendes seront payés.
A. W. STEVENSON,
Curateur.

Bank of Toronto Chambers,
rue Saint-Jacques.
Montréal, 13 février 1902. 747

Province de Québec, }
District d'Ottawa. } *Cour Supérieure.*
Dans l'affaire de Dame Agnès Quesnel *et vir.*, faisant affaires dans la cité de Hull, sous le nom de Lapointe & Quesnel, et dans la cité d'Ottawa, sous le nom de Lapointe & Cie., Faillie.
Avis est par le présent donné que, je, John Hyde, comptable licencié, de la cité de Montréal, par ordre de la cour, ai été nommé curateur des biens de la dite A. Quesnel, le tout tel que pourvu par la loi.

Les créanciers de la dite A. Quesnel, sont par le présent notifiés de produire leurs réclamations sous trente jours.

JOHN HYDE,
Curateur.

Bureau de John Hyde,
North British Chambers,
11, rue de l'Hôpital.
Montréal, 4 février 1902. 745

Règle de Cour

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 601.
Le septième jour de février mil neuf cent deux.
Ovila Hogue, Demandeur ;
vs
A. T. O'Gilvie *et al.*, Défendeurs ;
et
Dame M. Watson *et al.*, *ès qual.*, Tiers-saisis.
Sur ordre de cette cour, donné le septième jour de février mil neuf cent deux, les créanciers du dit A. T. O'Gilvie, le défendeur en cette cause, qui n'auraient pas encore produit leurs réclamations, sont maintenant appelés à les produire en cette cause, au bureau du protonotaire de cette cour, dans les quinze jours de la date de la première insertion du présent avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, accompagnées d'un état ou compte assermenté, en conformité à l'article 673 du code de procédure civile.

707

E. BROUSSEAU,
Député P. C. S.

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
In the matter of Lefebvre, Ryan & Co., of Montreal, Insolvents.
A first and final dividend sheet has been prepared, open to objection at the office of the undersigned, until Monday, the 3rd day of March, 1902, after which date dividends will be paid.
A. W. STEVENSON,
Curator.

Bank of Toronto Chambers,
Saint James street.
Montreal, 13th February, 1902. 752

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court*
In the matter of J. B. Williamson, Insolvent.
A second and final dividend sheet has been prepared, open to objection at the office of the undersigned, until Monday, the 3rd day of March, 1902, after which date dividends will be paid.
A. W. STEVENSON,
Curator.

Bank of Toronto Chambers,
Saint James street.
Montreal, 13th February, 1902. 748

Province of Quebec, }
District of Ottawa. } *Superior Court*
In the matter of Dame Agnes Quesnel *et vir.*, trading, at the city of Hull, as Lapointe & Quesnel, and at the city of Ottawa, as Lapointe & Co., An insolvent.
Notice is hereby given that, I, John Hyde, chartered accountant, of the city of Montreal, was, by order of the court, appointed curator to the property of the said A. Quesnel, the whole as by law provided.

The creditors of the said A. Quesnel are hereby notified to file their claims within a delay of thirty days.

JOHN HYDE,
Curator.

Office of John Hyde,
North British Chambers,
11, Hospital street.
Montreal, 4th February, 1902. 746

Rule of Court

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 601.
The seventh day of February, nineteen hundred and two.
Ovila Hogue, Plaintiff ;
vs
A. T. O'Gilvie *et al.*, Defendants ;
and
Dame M. Watson *et al.*, *ès qual.*, Tiers-saisis.
Under the order of this court, given on the seventh day of February, nineteen hundred and two, the creditors of the said A. T. O'Gilvie, the defendant in this cause, who have not already filed their claims, are now called upon to file them in this cause, in the office of the prothonotary of this court, within fifteen days after the date of the first insertion of the present notice, in the *Quebec Official Gazette*, accompanied by statement or account with proper vouchers, in accordance with article 673 of the code of civil procedure.

708

E. BROUSSEAU,
Deputy P. S. C.

Ventes par le Shérif—Bedford

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Bedford.

Province de Québec, } **ALEXANDRE DESMAIS**
District de Bedford. } **RAIS**, de la paroisse de
No 6877. } Saint-Valérien de Milton,
dans le district de Bedford, autorisé par son procureur, à faire vendre pour frais dans cette cause, Demandeur; vs les meubles et immeubles de **NAPOLEON SALOIS**, du canton de Stukely, dans le dit district de Bedford, propriétaire de beurrerie et fromagerie, Défendeur.

1° Ce morceau de terre formant partie du lot 16, dans le 4e rang du canton de Ely, dans le district de Bedford, (arpentage primitif), maintenant connu aux plan et livre de renvoi officiels du dit canton de Ely, sous le numéro trois cent quatre-vingt (380); borné à l'ouest par un chemin public, et contenant 68 40/100 acres en superficie—avec toutes les améliorations faites.

2° Un morceau de terre formant partie du lot 15, dans le 9e rang du canton de Stukely, dans le district de Bedford, (arpentage primitif), contenant soixante et dix-huit (78) pieds de largeur sur la profondeur que le morceau de terre à l'ouest d'icelui et appartenant à François Xavier Gervais, peut avoir, ayant environ (128) cent vingt-huit pieds sur les deux côtés est et ouest depuis le chemin de Laurenceville, conduisant à Stukely, et le dit morceau de terre en front et au sud devant être mesuré à environ vingt pieds de la ligne ouest de la dite propriété Gervais, et en arrière à environ soixante et un pieds à partir de la même ligne de la dite propriété Gervais, maintenant connu aux plan et livre de renvoi officiels du dit canton de Stukely, comme partie du lot numéro huit cent huit (808); borné en front au sud par le dit chemin public, et sur chaque côté par la terre du dit Gervais—avec une beurrerie et fromagerie dessus construites.

Pour être vendu, le morceau de terre en premier lieu décrit, à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Joseph d'Ely, à Valcourt, ainsi appelé, dans le comté de Shefford et district de Bedford, le **QUINZIEME** jour de **MARS** prochain, à **DIX** heures de l'avant-midi.

Pour être vendu, le morceau de terre en deuxième lieu décrit, à la porte de l'église de la paroisse de Notre-Dame de Bonsecours, à Stukely Nord, ainsi appelé, dans le comté de Shefford et district de Bedford, le **QUINZIEME** jour de **MARS** prochain, à **UNE** heure de l'après-midi.

CHS. S. COTTON,

Bureau du Shérif.

Sweetsburg, 21 janvier 1902.

[Première publication, 25 janvier 1902.]

Shérif.
469-2

Sheriff's Sales—Bedford

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Bedford.

Province of Quebec, } **ALEXANDRE DESMAIS**
District of Bedford. } **RAIS**, of the parish of
No. 6877. } Saint Valerien de Milton, in
the district of Bedford, who is authorized by his attorney to execute for costs herein, Plaintiff; vs. goods and lands of **NAPOLEON SALOIS**, of the township of Stukely, in said district of Bedford, owner of butter and cheese factory, Defendant.

1. That certain piece of land forming part of lot 16, in 4th range of the township of Ely, in the district of Bedford, (primitive survey), and now known on the official plan and book of reference of the said township of Ely, as number three hundred and eighty, (380); bounded on the west by a public road, and containing 68 40/100 acres in superficies—with improvements thereon.

2. A piece of land forming part of lot 15, in 9th range of the township of Stukely, in the district of Bedford, (primitive survey), containing seventy-eight (78) feet in width by the depth which the piece of land west of it and belonging to François Xavier Gervais, may have; being about (128) one hundred and twenty-eight feet both on the east and west from the Laurenceville road, leading to Stukely, and the said piece of land in front and at the south to be taken at about twenty feet from the west line of said Gervais property, and at the back at about sixty-one feet from the same line of said Gervais property, and now known on the official plan and book of reference of the said township of Stukely, as part of lot number eight hundred and eight (808); bounded in front on the south by the said highway and on every other side by the land of said Gervais—with a cheese and butter factory thereon erected.

To be sold, the firstly described piece of land at the parish church door of Saint Joseph d'Ely, at Valcourt, so called, in the county of Shefford and district of Bedford, on the **FIFTEENTH** day of **MARCH** next, at the hour of **TEN** of the clock in the forenoon.

To be sold, the secondly described piece of land, at the parish church door of Notre Dame de Bonsecours, at North Stukely, so called, in the county of Shefford and district of Bedford, on the **FIFTEENTH** day of **MARCH** next, at the hour of **ONE** of the clock in the afternoon.

CHS. S. COTTON,

Sheriff's Office,

Sweetsburg, 21st January, 1902.

[First published, 25th January, 1902.]

Sheriff.
470

Ventes par le Shérif—Gaspé

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Magistrat, Grande Rivière—Comté de Gaspé.

Percé, à savoir: } **OLIVIER LELIEVRE**, se-
No. 4. } **NIOR**, Demandeur; contre
LOUIS LELIEVRE, fils **LOUIS**, Défendeur.

Un lot de terre situé sur le premier rang, dans les limites de la paroisse de Notre-Dame de la Grande Rivière, dans le comté de Gaspé, portant le

Sheriff's Sales—Gaspé

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Magistrates' Court, Grande Rivière—County of Gaspé.

Percé, to wit: } **OLIVIER LELIEVRE**, se-
No. 4. } **NIOR**, Plaintiff; against
LOUIS LELIEVRE, son of **LOUIS**, Defendant.

A lot of land situate in the first range in the limits of the parish of Notre-Dame de la Grande Rivière, in the county of Gaspé, bearing number

numéro trente-sept (No 37), des cadastre et livre de renvoi officiels pour le canton de Percé—avec une maison et grange dessus construites—circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Notre-Dame de la Grande Rivière, le DIX-NEUVIÈME jour de MARS, à ONZE heures de l'avant-midi.

JAS. T. TUZO,

Bureau du Shérif,
Percé, 6 février 1902.

[Première publication, 15 février 1902.]

Shérif.
739

thirty-seven (No. 37), of the official cadastre and in the book of reference of the township of Percé—with a house, and barn thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Notre-Dame de la Grande Rivière, on the NINE-TEENTH day of MARCH, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

JAS. T. TUZO,

Sheriff's Office,
Percé, 6th February, 1902.

[First published, 15th February, 1902.]

Sheriff.
740

Ventes par le Shérif—Iberville

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit pour le comté de Rouville, dans le district de Saint-Hyacinthe.

Canada, Province de Québec, District d'Iberville. No. 4742. } **C**LOVIS CHICOINE, cultivateur, de la paroisse de Sainte-Marie de Monnoir, dans le comté de Rouville, dans le district de Saint-Hyacinthe, Demandeur; contre JEAN-BAPTISTE MARTEL, cultivateur, du township de Brompton, dans le district de Saint-François, Défendeur, à savoir:

Avis est par le présent donné que la vente de l'immeuble saisi dans la présente cause, qui devait avoir lieu à onze heures de l'avant-midi, le vingt-cinquième jour de janvier 1899, à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Grégoire le Grand, dans le district d'Iberville, aura lieu à ONZE heures de l'avant-midi, le TROISIÈME jour de MARS prochain (1902), à la porte de l'église paroissiale de la dite paroisse de Saint-Grégoire le Grand.

CHAS ARPIN,

Bureau du Shérif,
Saint-Jean, 10 février 1902.

[Première publication, 15 février 1902.]

Shérif.
715

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour de Circuit.—District d'Iberville.

Saint-Jean, à savoir: } **T**HE MERCHANTS No. 3179. } **T**HANKS OF CANADA, corps politique et incorporé, ayant son principal bureau d'affaires dans la cité et le district de Montréal, et ayant aussi un bureau d'affaires dans la ville de Saint-Jean, dans le district d'Iberville, Demanderesse; contre ARSENE LABOSSIERE, de la cité et du district de Montréal, Défendeur.

Un morceau de terre situé sur la première concession sud-est de la rivière Montréal, dans le village de la paroisse de Sainte-Marguerite de Blairfindie, dans le district d'Iberville, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse, sous le numéro deux cent soixante (No 260), de la contenance de quatre arpents en superficie plus ou moins—avec une maison et autres bâtisses y érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la dite paroisse de Sainte-Marguerite de Blairfindie, le VINGT-CINQUIÈME jour de FEVRIER prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

CHAS. ARPIN,

Bureau du Shérif
Saint-Jean, 21 janvier 1902.

[Première publication, 25 janvier 1902.]

Shérif.
429-2

Sheriff's Sales—Iberville

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court for the county of Rouville, in the district of Saint-Hyacinthe.

Canada, Province of Québec, District of Iberville. No. 4742. } **C**LOVIS CHICOINE, farmer, of the parish of Sainte Marie de Monnoir, in the county of Rouville, in the district of Saint-Hyacinthe, Plaintiff; against JEAN BAPTISTE MARTEL, farmer, of the township of Brompton, in the district of Saint Francis, Defendant, to wit:

Notice is hereby given that the sale of the immoveable seized in this cause, formerly announced to take place at eleven of the clock in the forenoon, on the twenty-fifth day of January, 1899, at the parochial church door of the parish of Saint Grégoire le Grand, in the district of Iberville, will take place at ELEVEN of the clock in the forenoon, on the THIRD day of MARCH next (1902), at the parochial church door of the said parish of Saint Grégoire le Grand.

CHAS. ARPIN,

Sheriff's Office,
Saint John's, 10th February, 1902.

[First published, 15th February, 1902.]

Sheriff.
716

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court—District of Iberville.

Saint Johns, to wit: } **T**HE MERCHANTS No. 3179. } **T**HANKS OF CANADA, body politic and corporate, having its principal place of business in the city and district of Montreal, and having also a place of business in the town of Saint Johns, in the district of Iberville, Plaintiffs; against ARSENE LABOSSIERE, of the city and district of Montreal, Defendant.

A piece of ground situate on the first south east concession of the river Montreal, in the village of the parish of Sainte Marguerite de Blairfindie, in the district of Iberville, known and designated on the official plan and book of reference of the said parish, under the number two hundred and sixty (No 260); containing four arpents in superficies, more or less—with a house and other buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the said parish of Sainte Marguerite de Blairfindie, on the TWENTY-FIFTH day of FEBRUARY next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

CHAS ARPIN,

Sheriff's Office,
Saint Johns, 21st January, 1902.

[First published, 25th January, 1902.]

Sheriff.
430

Ventes par le Shérif—Joliette

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Cour Supérieure de Joliette.*

Joliette, à savoir : } **FALL RIVER WHOLE-**
No 3265. } **SALE GROCERY COM-**
PANY, Demanderesse ; contre **GEORGES**
CAISSE, Défendeur.

1° Une terre située dans le quatrième rang du canton de Brandon, en la paroisse de Saint-Gabriel de Brandon, et connue et désignée sous le numéro quatre cent quatre-vingt-deux (482), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de cette dite paroisse.

2° Une autre terre située dans le même rang et la même paroisse, et connue et désignée sous le numéro quatre cent quatre-vingt-six (486), des dits plan et livre de renvoi officiels.

Pour être vendues à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Gabriel de Brandon, le **DIX-SEPTIEME** jour de **MARS** prochain, à **DIX** heures de l'avant-midi.

A. M. RIVARD.

Bureau du Shérif, Shérif.
Joliette, 10 février 1902. 717
[Première publication, 15 février 1902.]

Ventes par le Shérif—Montmagny

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Cour Supérieure.*

Province de Québec, } **ANTOINE LACROIX**,
District de Québec. } de la paroisse de St-
No 1211. } Michel, cultivateur ; con-
tre **DAME PHILOMENE GAGNON**, ci-devant de
St-Michel, veuve de Léon Mercier, et actuellement
de la cité de Montréal, savoir :

Un circuit de terre connu sous le numéro trois cent-soixante et douze (372), du cadastre officiel de St-Michel, troisième rang—circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de St-Michel, **JEUDI**, le **VINGTIEME** jour de **MARS** prochain, à **DIX** heures avant-midi. Le dit bref rapportable suivant la loi.

J. B. A. LEPINE,

Bureau du Shérif, Shérif.
Montmagny, 14 février 1902. 763
[Première publication, 15 février 1902.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.*Cour Supérieure.*

Province de Québec, } **ALPHONSE BER-**
District de Montmagny, } **NIER**, écuyer,
No 262. } avocat, de la ville de
Lévis ; contre **ALPHONSE BERNIER**, de la pa-
roisse du Cap Saint-Ignace, savoir :

Un terrain d'environ un demi arpent carré, situé sur le haut de la première concession de la paroisse du Cap Saint-Ignace, une partie du nord du lot numéro cent quarante-quatre (144), du cadastre officiel pour la dite paroisse du Cap Saint-Ignace ; borné au nord au chemin de sieur Edouard Fournier qui sépare le présent terrain d'avec le terrain de sieur Philéas Bernier, au sud à Stanislas Coulombe, joignant du côté nord-est au même, et du côté sud-

Sheriff's Sales—Joliette

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Superior Court of Joliette.*

Joliette, to wit : } **FALL RIVER WHOLESALE**
No. 3265. } **GROCERY COMPANY,**
Plaintiff ; against **GEORGES CAISSE**, Defendant.

1° A land situate in the fourth range of the township of Brandon, in the parish of Saint-Gabriel de Brandon, known and designated under the number four hundred and eighty-two (482), the official plan and book of reference of the cadastre of the said parish.

2° Another land situate in the same range and same parish, known and designated under the number four hundred and eighty-six (486), of the said official plan and book of reference.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Gabriel de Brandon, on the **SEVENTEENTH** day of **MARCH** next, at **TEN** o'clock in the forenoon.

A. M. RIVARD,

Sheriff's Office, Sheriff.
Joliette, 10th February, 1902. 718
[First published, 15th February, 1902.]

Sheriff's Sales—Montmagny

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Superior Court.*

Province of Québec, } **ANTOINE LACROIX**, of
District of Québec, } the parish of Saint
No. 1211. } Michel, farmer ; against
DAME PHILOMENE GAGNON, formerly of the
parish of Saint Michel, widow of Léon Mercier,
actually of the city of Montreal, to wit :

A circuit of land known as number three hundred and seventy two (372), of the official cadastre of Saint Michel, third range—circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of Saint Michel, on **THURSDAY**, the **TWENTIETH** day of **MARCH** next, at **TEN** of the clock in the forenoon. Said writ returnable according to law.

J. B. A. LEPINE,

Sheriff's Office, Sheriff.
Montmagny, 14th February, 1902. 764
[First published, 15th February, 1902.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.*Superior Court.*

Province of Québec, } **ALPHONSE BER-**
District of Montmagny, } **NIER**, esquire,
No. 262. } advocate, of the town
of Lévi ; against **ALPHONSE BERNIER**, of the
parish of Cap Saint Ignace, to wit :

A land of about one half arpent square, situate at the upper end (haut) of the first concession of the parish of Cap Saint Ignace, a part of the north of lot number one hundred and forty-four (144), of the official cadastre for the said parish of Cap Saint Ignace ; bounded on the north by the road of Edouard Fournier, which separates the present lot from that of Philéas Bernier, on the south by Stanislas Coulombe, on the north east side by the same,

ouest à une route publique—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse du Cap Saint-Ignace, LUNDI, le DIX SEPTIEME jour de MARS prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable suivant la loi.

J. B. A. LEPINE,

Bureau du Shérif, Shérif.
Montmagny, 14 février 1902. 767
[Première publication, 15 février 1902.]

Ventes par le Shérif—Montréal

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **GEORGES HENRI**
No 1604. } **LEBLANC**, de la ville de Longueuil, district de Montréal, menuisier, Demandeur ; contre les terres et tenements de **JOSEPH LEBLANC**, du même lieu, Défendeur.

Un immeuble situé dans la ville de Longueuil, ayant environ quatre-vingt-seize pieds de front sur la rue ou avenue Guilbault, cent cinq pieds en arrière sur la rue Saint-Sylvestre, et cent trente-huit pieds de profondeur, le tout plus ou moins, et composé de : 1° une partie du lot numéro trois cent trente-neuf (339), aux plan et livre de renvoi officiels du village de Longueuil, (maintenant ville de Longueuil), étant borné comme suit : devant, par l'avenue Guilbault, derrière, par l'avenue Saint-Sylvestre, d'un côté par la rue Saint-Laurent, élargie avec le résidu de ce lot, et de l'autre côté par le numéro deux cent quarante-quatre A (244 A), aux mêmes plans—avec bâtisses dessus construites ; 2° Le lot numéro deux cent quarante-quatre A (244 A), des susdits plans ; 3° Une partie du lot numéro deux cent quarante-quatre (244), des susdits plans, comprenant toute cette partie qui se trouve bornée comme suit : devant, par l'avenue Guilbault, derrière, par l'avenue Saint-Sylvestre, d'un côté par le lot deux cent quarante-quatre A (244 A), et de l'autre côté par la partie du même lot numéro deux cent quarante-quatre (244.)

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Longueuil, le VINGT-SEPTIEME jour de FÉVRIER prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

J. ARTURE FRANCHERE

Bureau du Shérif, Député Shérif.
Montréal, 21 janvier 1902. 433-2
[Première publication, 25 janvier 1902.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS (B).

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **LE CREDIT FONCIER**
No 1499. } **LEFRANCO CANADIEN**, corps politique et incorporé, ayant son principal bureau d'affaires en les cité et district de Montréal, Demandeur ; contre les terres et tenements de **JOHN DUNLOP**, de la ville de Westmount, district de Montréal, es-qualité de curateur à Norman T. Rielle, de Montréal, dit district, interdit, Défendeur.

Saisie comme appartenant au dit Norman T. Rielle, et en la possession du dit défendeur es-qualité, l'immeuble suivant, savoir :

Un lot de terre situé dans le quartier Saint-Louis, dans la cité de Montréal, dit district, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du dit quartier, sous le numéro sept cent quatre-vingt-seize (796) ; borné en front par la rue Sherbrooke,

and on the south west side by a public by-road—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Cap Saint Ignace, on MONDAY, the SEVENTEENTH day of MARCH next, at TEN of the clock in the forenoon. Said writ returnable according to law.

J. B. A. LEPINE,

Sheriff's Office, Sheriff.
Montmagny, 14th February, 1902. 768
[First published, 15th February, 1902.]

Sheriff's Sales—Montreal

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } **GEORGE HENRI**
No. 1604. } **LEBLANC**, of the town of Longueuil, district of Montreal, joiner, Plaintiff ; against the lands and tenements of **JOSEPH LEBLANC**, of the same place, Defendant.

An immoveable situate in the town of Longueuil, about ninety-six feet in front on Guilbault street or avenue, one hundred and five feet in rear on Saint Sylvestre street, and one hundred and thirty-eight feet in depth, the whole more or less, and consisting of : 1. part of lot number three hundred and thirty-nine (339), on the official plan and book of reference of the village of Longueuil, (now the town of Longueuil) ; bounded as follows, to wit : in front by Guilbault avenue, in rear by Saint Sylvestre avenue, on one side by Saint Laurent street, widened with the residue of the said lot, and on the other side by number two hundred and forty-four A (244 A), on the said plan—with the buildings thereon erected. 2. Number two hundred and forty-four A (244 A) of the said plan ; 3. Part of lot number two hundred and forty-four (244), of the said plan, comprising all that portion ; bounded as follows : in front by Guilbault avenue, in rear by Saint Sylvestre avenue, on one side by lot two hundred and forty-four A (244 A), and on the other side by part of the same lot number two hundred and forty-four (244).

To be sold at the parochial church door of the parish of Longueuil, on the TWENTY-SEVENTH day of February next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Montreal, 21st January, 1902. 434
[First published, 25th January, 1902.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS. (B)

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } **LE CREDIT FONCIER**
No. 1499. } **LEFRANCO CANADIEN**, a body politic and corporate, having its principal place of business in the city and district of Montreal, Plaintiffs ; against the lands and tenements of **JOHN DUNLOP**, of the town of Westmount, district of Montreal, in his quality of curator to Norman T. Rielle, of Montreal, said district, interdicted, Defendant.

Seized as belonging to the said Norman T. Rielle, and in the possession of the said defendant es-qualité, the following immoveable, to wit :

A lot of land situate in Saint Louis ward, in the city of Montreal, said district, known and described on the official plan and in the book of reference of the said ward, as number seven hundred and ninety-six (796) ; bounded in front by Sherbrooke street,

et formant le coin ouest des rues Sherbrooke et Saint-Dominique—circonstances et dépendances.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-SEPTIEME jour de FEVRIER prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

J. A. FRANCHERE,
Bureau du Shérif, Député shérif.
Montréal, 21 janvier 1902. 245 2
[Première publication du 11 janvier 1902 est nulle.]

[Première publication, 25 janvier 1902.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } L'HONORABLE LOUIS
No 2778. } FRANÇOIS RODRI-
GUE MASSON, l'un des sénateurs de la puissance
du Canada, et al., agissant tous deux aux présentes
en leur qualité de seuls exécuteurs et administra-
teurs testamentaires et fidéi-commissaires des biens
de la succession de feu l'honorable Joseph Masson,
en son vivant de la cité de Montréal, marchand,
Demandeurs; contre les terres et tenements de
DAME ROSALIE JOSEPHINE THOMPSON, de la cité et du district de Montréal, épouse contractuellement séparée de biens de Ferdinand Bayard, boucher, du même lieu, et ce dernier pour autoriser son épouse, Défenderesse.

Saisi comme appartenant à la dite défenderesse, Dame Rosalie Joséphine Thompson, l'immeuble suivant :

Un lot de terre situé dans le quartier Saint-Jean-Baptiste, de Montréal—avec bâtisses y érigées; borné en front par la rue Saint-Laurent, en arrière par l'avenue Mitcheson, connu et désigné sur le plan et au livre de renvoi officiels du village Saint-Jean-Baptiste, sous le numéro quatre cent trente et un (431).

Pour être vendu à mon bureau, dans la cité de Montréal, le TREIZIEME jour de MARS prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAudeau,
Bureau du Shérif, Shérif.
Montréal, 28 janvier 1902. 545 2
[Première publication, 8 février 1902.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

District de Montréal.

Montréal, à savoir : } J. AVILA PAIEMENT,
No 2771. } marchand de poêles, de
la cité et du district de Montréal, et y faisant affaires
seul sous la raison sociale de "J. A. Paiement
& Co", Demandeur; contre les terres et tenements
de A. GONSTEIN ALIAS GOLDSTEIN, ci-devant
de Montréal, et maintenant absent de la province
de Québec, Défendeur.

Un terrain situé dans le quartier Saint-Laurent, de la cité de Montréal—avec bâtisses y érigées; borné en front par l'avenue Mitcheson, et en arrière par une ruelle, composée de deux lots de terre connus et désignés sur le plan et au livre de renvoi officiels du dit quartier Saint-Laurent, sous les numéros quatorze et seize, de la subdivision du lot numéro primitif onze (14 et 16 de 11).

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-SEPTIEME jour de FEVRIER prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

J. A. FRANCHERE,
Bureau du Shérif, Député Shérif.
Montréal, 21 janvier 1902. 75.2
Première et deuxième publications nulles.

[Première publication, 25 janvier 1902.]

and forming the west corner of Sherbrooke and Saint Dominique streets—circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY-SEVENTH day of FEBRUARY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

A. FRANCHERE,
Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Montreal, 21st January, 1902. 246
[First publication of the 11th January, 1902, is null.]

[First published, 25th January, 1902.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court—District of Montreal.

Montreal, to wit : } THE HONORABLE LOUIS
No. 2778. } FRANCOIS RODRIGUE
MASSON, one of the senators of the Dominion of
Canada, et al., all acting herein in their quality of
sole testamentary executors and administrators in
trust *fideli-commissaires* to the property of the estate
of the late Honorable Joseph Masson, in his life-
time merchant, of the said city of Montreal,
Plaintiffs; against the lands and tenements of
DAME ROSALIE JOSEPHINE THOMPSON, of
the city and district of Montreal, wife separated as
to property by marriage contract of Ferdinand
Bayard, butcher, of the same place, and the latter
to authorize his wife, Defendant.

Seized and belonging to the said defendant, Dame Rosalie Joséphine Thompson, the following immovable, to wit :

A lot of land situate in Saint Jean Baptiste ward, of Montreal—with the buildings thereon erected; bounded in front by Saint Lawrence street, in rear by Mitcheson avenue, known and described on the official plan and book of reference of the village Saint Jean Baptiste, as number four hundred and thirty-one (431).

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the THIRTEENTH day of MARCH next, at TEN of the clock in the forenoon.

J. R. THIBAudeau,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, 28th January, 1902. 546
[First published, 8th February, 1902.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

District of Montreal.

Montreal, to wit : } J. AVILA PAIEMENT,
No 2771. } dealer in stove, of the
city and district of Montreal, and there carrying on
business alone under the style and firm of "J. A.
Paiement & Co.", Plaintiff; against the lands and
tenements of A. GONSTEIN ALIAS GOLDSTEIN,
formerly of Montreal, and now absent from the
province of Quebec, Defendant.

A lot situate in Saint Lawrence ward, of the city of Montreal—with buildings thereon erected; bounded in front by Mitcheson avenue, and in the rear by a lane, made up of two lots of land known and described on the official plan and in the book of reference of the said Saint Lawrence ward, as numbers fourteen and sixteen, of the subdivision of the primitive lot eleven (14 and 16 of 11).

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY-SEVENTH day of FEBRUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.

J. A. FRANCHERE,
Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Montreal, 21st January, 1902. 76
First and second publications are null.

[First published, 25th January, 1902.]

Ventes par le Shérif—Québec

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel quementionné plus bas.

FIERI FACIAS

Québec, à savoir : } **D**ANS une cause où DAME No 874. } CATHERINE GARANT, de Beauport, veuve de Joseph Bélanger était Demanderesse, et ANTOINE GUILLOT, père, de Beauport était Défendeur, le dit défendeur Antoine Guillot contre la dite demanderesse, Dame Catherine Garant, à savoir :

Un terrain situé en la paroisse de Beauport, concession Saint Michel, étant toute la partie du lot No 842 (huit cent quarante-deux), du cadastre officiel pour la paroisse de Beauport, qui se trouve au sud de la rivière de Beauport, y compris la dite rivière et le droit de vaquer sur le côté nord d'icelle pour y travailler pour les besoins du moulin qui s'y trouve ; borné le dit terrain au nord par la rive nord de la dite rivière, au sud aux lots Nos 843 et 760, à l'est au lot No. 835, à l'ouest partie à la route Saint-Michel et partie au dit lot No 843—avec moulin à scies, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Beauport, comté de Québec, le VINGT ET UNIEME jour de MARS prochain, à DIX heures du matin.

CHS. LANGELIER,

Bureau du Shérif, Québec, 13 février 1902. Shérif. 761
[Première publication, 15 février 1902.]

FIERI FACIAS.

Circuit de Québec.

Québec, à savoir : } **C**YPRIEN LABRECQUE, No 4586. } écr., de la cité de Québec, notaire, en sa qualité d'exécuteur testamentaire de la succession de feu William Drum, en son vivant manufacturier de meubles ; contre THOMAS B. GOODFELLOW, de la paroisse de Saint-Gabriel de Valcartier, cultivateur, à savoir :

1° La moitié indivise du lot No 146 (cent quarante-six), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Gabriel de Valcartier, étant un lot de terre situé en la troisième concession nouvelle—avec les bâtiments dessus construites, circonstances et dépendances.

2° La moitié indivise de partie du lot No 145 (cent quarante-cinq), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Gabriel de Valcartier ; bornée au nord-est à George Todd, au sud-ouest à George Neil, au nord-ouest à George Moore Fairchild, père, ou ses représentants, au sud-est par la rivière Jacques-Cartier, étant un lot de terre de forme irrégulière, situé en la troisième concession nouvelle—circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Gabriel de Valcartier, comté de Québec, le VINGT-DEUXIEME jour de MARS prochain, à ONZE heures du matin.

J. B. AMYOT,

Bureau du Shérif, Québec, 13 février 1902. Député Shérif. 783
[Première publication, 15 février 1902.]

Ventes par le Shérif—Richelieu

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas

Sheriff's Sales—Quebec

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS.

Québec, to wit : } **I**N a suit in which DAME No. 874. } CATHERINE GARANT, of Beauport, widow of Joseph Belanger, was Plaintiff, and ANTOINE GUILLOT, senior, of Beauport, was Defendant, the said Antoine Guillot against the said Dame Catherine Garant, to wit :

A lot situate in the parish of Beauport, Saint Michel concession, being all the part of lot No. 842 (eight hundred and forty-two), of the official cadastre for the parish of Beauport, which is south of the Beauport river, including the said river therein, and the right to go alone on the north side thereof to work there for the requirements of the mill which is there ; said land being bounded on the north by the north bank of the said river, on the south by the lots No. 843, and 760, on the east by lot No. 835, on the west partly by the route Saint Michel, and partly by the said lot No. 843—with saw mills, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Beauport, county of Quebec, on the TWENTY-FIRST day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHS. LANGELIER,

Sheriff's Office, Québec, 13th February, 1902. Sheriff. 762
[First published, 15th February, 1902.]

FIERI FACIAS

Quebec Circuit.

Québec, to wit : } **C**YPRIEN LABRECQUE, No. 4586. } esquire, of the city of Québec, notary, in his quality of testamentary executor to the estate of the late William Drum, in his lifetime cabinet-maker ; against THOMAS B. GOODFELLOW, of the parish of Saint Gabriel de Valcartier, farmer, to wit :

1. The undivided half of lot No. 146 (one hundred and forty-six), of the official cadastre for the parish of Saint Gabriel de Valcartier, being a lot of land situate in the third new concession—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

2. The undivided half of part of lot No. 145 (one hundred and forty-five), of the official cadastre for the parish of Saint Gabriel de Valcartier ; bounded on the north east by Georges Todd, on the south west by George Neil, on the north west by George Moore Fairchild, senior, or his representatives, on the south east by the river Jacques Cartier, being a lot of land of irregular shape, situate in the third new concession—circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Saint Gabriel de Valcartier, county of Quebec, on the TWENTY-SECOND day of MARCH next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

J. B. AMYOT,

Sheriff's Office, Québec, 13th February, 1902. Deputy Sheriff. 784
[First published, 15th February, 1902.]

Sheriff's Sales—Richelieu

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

ALIAS FIERI FACIAS

Cour Supérieure—District de Richelieu.

Sorel, à savoir : } MATTHEW MOODY ET AL.,
No 3085. } Demandeurs ; contre NOR-
BERT BRISETTE ET AL., Défendeurs.

Comme appartenant à Elie Brissette, l'un des défendeurs :

1° Une terre située en la paroisse de Berthier, en la concession Sainte-Philomène, contenant deux arpents de front sur vingt et un arpents de profondeur, étant le lot numéro cent trente-quatre (No 134), du cadastre officiel de la dite paroisse de Berthier—avec les bâtisses dessus érigées.

2. Une autre terre située en la dite paroisse de Berthier, concession Sainte-Philomène, contenant trois arpents et demi de front sur six arpents de profondeur, étant le lot numéro cent quarante-cinq (145), du cadastre officiel de la dite paroisse de Berthier.

3° Une autre terre située en la dite paroisse de Berthier, concession Sainte-Philomène, de forme irrégulière, contenant environ dix arpents et trois quarts en superficie, contenant deux arpents et demi de front sur six arpents de profondeur dans une ligne, et environ trois arpents dans l'autre ligne ; tenant par un bout au terrain de Narcisse Gervais et autre, à l'autre bout à un chemin public, d'un côté au terrain ci-dessus en second lieu désigné, et d'autre côté, au terrain de Charles Blais—sans bâtisse, étant partie du lot numéro cent quarante-trois (No 143), du cadastre officiel de la dite paroisse de Berthier.

Pour être vendues à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Berthier, le DIX-SEPTIEME jour du mois de MARS prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

P. GUEVREMONT,

Bureau du Shérif,
Sorel, 13 février, 1902.

Shérif.
781

[Première publication, 15 février 1902.]

ALIAS FIERI FACIAS.

Superior Court.—District of Richelieu.

Sorel, to wit : } MATTHEW MOODY ET AL.,
No. 3085. } Plaintiffs, against NOR-
BERT BRISETTE ET AL. Defendants.

As belonging to Elie Brissette, one of the defendants.

1. A land situate in the parish of Berthier, in the Sainte Philomene concession, containing two arpents in front by twenty one arpents in depth, being lot number one hundred and thirty-four (No. 134), of the official cadastre of the said parish of Berthier—with the buildings thereon erected.

2. Another land situate in the said parish of Berthier, Sainte Philomene concession, containing three arpents and a half in front by six arpents in depth, being lot number one hundred and forty-five (No. 145), of the official cadastre of the said parish of Berthier.

3. Another land situate in the said parish of Berthier, Sainte Philomene concession, of irregular outline, containing about ten arpents and three quarters of an arpent in area ; containing two arpents and a half in front by six arpents in depth on one alignment, and about three arpents on the other alignment ; bounded at one end by the land of Narcisse Gervais and another, at the other end by the public road, on one side by the land secondly hereinabove described, and on the other side by the land of Charles Blais—without buildings, being part of lot number one hundred and forty-three (No. 143), of the official cadastre of the said parish of Berthier.

To be sold at the parochial church door of the parish of Berthier, on the SEVENTEENTH day of the month of MARCH next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

P. GUEVREMONT,

Sheriff's office.

Sorel, 13th February, 1902.

Sheriff.
782

[First published, 15th February, 1902.]

Ventes par le Shérif—Trois-Rivières

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

MANDAT DE CURATEUR. FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.

Trois-Rivières, à savoir : } IN RE SMITH & LA-
No. 156. } RIVIERE, Faillis ;
et J. A. HEBERT, curateur ; et le dit curateur, requérant.

Comme appartenant aux dits Smith & Larivière :

1° Un moulin à scie mû par la vapeur, l'engin, la chaudière, une grande scie et accessoires, deux machines à bardeaux, un écorseur de bois de pulpes et toutes les autres machines : poulies, arbres de couche et accessoires, ainsi que la boutique de forge et son contenu, le tout vendu à la charge par l'adjudicataire de payer à Ephrem Bruneau, le loyer pour les quatre ans prochains, du terrain sur lequel est bâti le dit moulin, situé en la paroisse de Sainte-Marie de Blandford, sous le numéro vingt-neuf, du seizième rang du canton de Maddington, connu et désigné sous le numéro cent quarante et un (141), du cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Gertrude, comté de Nicolet.

2° Un compeau de terre étant la moitié sud du numéro vingt, et tout le numéro vingt et un, du seizième rang du canton de Maddington, situé en la paroisse de Sainte-Marie de Blandford, connu et désigné sous les numéros cent cinquante et cent quarante-neuf (150 et 149), du cadastre officiel du comté de Nicolet, pour la paroisse de Sainte-Gertrude—avec la réserve des droits de la Couronne.

Sheriff's Sales—Three Rivers

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

CURATOR'S WARRANT. FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Arthabaska.

Three Rivers, to wit : } IN RE SMITH & LAR-
No. 156. } VIERE, Insolvents ;
and J. A. HEBERT, curator, and the said curator, petitioner.

As belonging to the said Smith & Larivière :

1. A saw mill driven by steam, the engine, boiler, a large saw and its accessories, two shingle machines, a machine for peeling the bark off pulp wood, and all the other machines : pulleys, shaft, and accessories, as also the blacksmith's forge and its contents, the whole subject to the charge upon the purchaser of paying to Ephrem Bruneau, the rent for the next four years of the land, on which the said mill is built, situate in the parish of Sainte-Marie de Blandford, on number twenty-nine, of the sixteenth range of the township of Maddington, known and described as number one hundred and forty-one (141), of the official cadastre of the parish of Sainte Gertrude, county of Nicolet.

2. A parcel of land being the south half of number twenty, and the whole of number twenty-one, of the sixteenth range of the township of Maddington, situate in the parish of Sainte-Marie de Blandford, known and described as numbers one hundred and fifty and one hundred and forty-nine (150 and 149), of the official cadastre of the county of Nicolet, for the parish of Sainte-Gertrude—reserving the rights of the Crown.

3° La moitié nord d'un lot de terre situé en la paroisse de Sainte-Marie de Blandford, numéro trente, du seizième rang du canton de Maddington, connu sous le numéro cent quarante (140), du cadastre officiel du comté de Nicolet, pour la paroisse de Sainte-Gertrude—avec réserve des droits de la Couronne.

4° Comme appartenant à D. Smith :

La moitié d'un lot de terre situé en la paroisse de Sainte-Marie de Blandford, numéro vingt, du dix-septième rang du canton de Maddington, étant le numéro cent vingt-neuf (129), du cadastre officiel du comté de Nicolet, pour la paroisse de Sainte-Gertrude.

5° La moitié d'un lot de terre situé en la paroisse de Sainte-Marie de Blandford, étant le numéro vingt et un, du seizième rang du canton de Maddington, connu sous le numéro cent trente-huit (138), du cadastre officiel du comté de Nicolet, pour la paroisse de Sainte-Gertrude.

6° Comme appartenant à Larivière :

Un lot de terre situé en la paroisse de Sainte-Marie de Blandford, numéro vingt-neuf, du dix-septième rang du canton de Maddington, connu sous le numéro cent trente-huit (138), du cadastre officiel du comté de Nicolet, pour la paroisse de Sainte-Gertrude—avec réserve des droits de la Couronne.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Marie de Blandford, le DIX-NEUVIÈME jour de MARS prochain, à DIX heures du matin.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du Shérif, Shérif.
Trois-Rivières, 11 février 1902. 757
[Première publication, 15 février 1902.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure—District des Trois-Rivières.
Trois-Rivières, à savoir : } JOSEPH LAVERGNE, fils de Louis,
No. 381. }
Demandeur ; contre PHILIPPE LAVERGNE, Défendeur.

1° Un terrain ou emplacement situé au village de Shawinigan Falls, contenant cent vingt pieds de front sur la profondeur de cent trente-cinq pieds, mesure anglaise ; borné en front par une rue de quinze pieds de largeur, en profondeur par un nommé Plante, du côté sud-est, à quarante pieds du terrain du chemin de fer aux Chûtes Shawinigan, et du côté nord-ouest par Alcide Laventure, et faisant partie du lot de terre numéro six cent vingt-six (626), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement du comté de Saint-Maurice, pour la paroisse de Sainte-Flore.

2° Un emplacement situé dans le village de Shawinigan Falls, et ci-devant en la paroisse de Sainte-Flore, dans le rang A, du township de Shawinigan, contenant quarante pieds de front sur la profondeur d'environ cent pieds, mesure anglaise ; borné en front par le chemin privé qui conduit aux Chûtes Shawinigan, en profondeur par le chemin de fer des Chûtes Shawinigan, du côté nord-est par L. J. A. Beauchemin, et au côté sud-ouest à Ernest Laventure, et faisant partie du lot de terre numéro six cent vingt-sept (627), du cadastre officielle de la dite paroisse de Sainte-Flore—avec une maison, hangar et écurie dessus érigés.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Flore, le VINGT-CINQUIÈME jour de FEVRIER prochain, à DIX heures du matin.

OHS. DUMOULIN,

Bureau du Shérif, Shérif.
Trois-Rivières, 22 janvier 1902. 457 2
[Première publication, 25 janvier 1902.]

3. The north half of a lot of land situate in the parish of Sainte Marie de Blandford, number thirty, of the sixteenth range of the township of Maddington, being number one hundred and forty (140), of the official cadastre of the county of Nicolet, for the parish of Sainte Gertrude—reserving the rights of the crown.

4. As belonging to D. Smith :

The half of a lot of land situate in the parish of Sainte Marie de Blandford, number twenty, of the seventeenth range of the township of Maddington, being number one hundred and twenty nine (129), of the official cadastre of the county of Nicolet, for the parish of Sainte-Gertrude.

5. The half of a lot of land situate in the parish of Sainte Marie de Blandford, being number twenty one, of the sixteenth range of the township of Maddington, known as number one hundred and forty-nine (149), of the official cadastre of the county of Nicolet, for the parish of Sainte Gertrude.

6. As belonging to Larivière :

A lot of land situate in the parish of Sainte Marie de Blandford, number twenty-nine, of the seventeenth range of the township of Maddington, known as number one hundred and thirty-eight (138), of the official cadastre of the county of Nicolet, for the parish of Sainte Gertrude—reserving the rights of the crown.

To be sold at the church door of the parish of Sainte Marie de Blandford, on the NINETEENTH day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's Office, Shérif.
Three Rivers, 11th February, 1902. 758
[First published, 15th February, 1902.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court—District of Three Rivers.
Three Rivers, to wit : } JOSEPH LAVERGNE,
No. 381. } son of Louis, Plaintiff ;
against PHILIPPE LAVERGNE, Defendant.

1. A lot or parcel of land situate in the village of Shawinigan Falls, containing one hundred and twenty feet in front by the depth of one hundred and thirty-five feet, english measure ; bounded in front by a street fifteen feet wide, in rear by one Plante, on the south east side by forty feet from the land of the railway going to the Shawinigan Falls, and on the north west side by Alcide Laventure, and forming part of the lot of land number six hundred and twenty-six (626), of the official plan and book of reference of the registration cadastre of the county of Saint Maurice, for the parish of Sainte Flore.

2. A lot situate in the village of Shawinigan Falls, formerly in the parish of Sainte Flore, in the range A, of the township Shawinigan, containing forty feet in front by the depth of about one hundred feet, english measure ; bounded in front by a private road leading to the Shawinigan Falls, in rear by the railway of the Shawinigan Falls, on the north east side by L. J. A. Beauchemin, and on the south west side by Ernest Laventure, and forming part of the lot of land number six hundred and twenty-seven (627), of the official cadastre of the said parish of Sainte Flore—with a house, shed and stable thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of Sainte Flore, on the TWENTY-FIFTH day of FEBRUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHAS. DUMOULIN,

Sheriff's Office, Shérif.
Three Rivers, 22nd January, 1902. 458
[First published 25th January, 1902.]

Nominations

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Nomination de commissaires d'écoles.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du 11 février courant, 1902, de nommer MM. Adjutor Haley et Moïse Pitre, commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Laurent de Matapédia, comté de Bonaventure, en remplacement de MM. Donald Irvine et Thomas Doyron, dont le terme d'office est expiré.

769

DÉPARTEMENT DU SECRÉTAIRE DE LA PROVINCE.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, le 14 février 1902, en vertu des dispositions de l'article 327 du code municipal, de nommer MM. François Gagnon, Octave Duca et Joseph Plourde, conseillers de la municipalité de Saint-Moïse, comté de Matane, vu qu'il n'y a pas eu d'élection en janvier 1902.

787

Avis du Gouvernement

DÉPARTEMENT DE L'AGRICULTURE.

Avis public est par les présentes donné que les cercles agricoles ci-après mentionnés, ayant transmis au département de l'agriculture les déclarations voulues par la loi, et s'étant conformés à toutes les exigences du statut 56 Victoria, chapitre 20, le soussigné autorise la formation de ces cercles, qui sont par les présentes constitués en corporations.

Dans le comté de Pontiac, le cercle ci-dessous est autorisé sous le nom suivant :

"Cercle agricole de la municipalité du canton Litchfield."

Dans le comté de Sherbrooke, le cercle ci-dessous est autorisé sous le nom suivant :

"Cercle agricole de la municipalité du canton Compton."

F. G. MIVILLE DECHENE,

Ministre de l'Agriculture.

Québec, 13 février 1902.

785

Avis de Faillites

Province de Québec, }
District de Québec. } Cour Supérieure.

In re J. H. Patry, Québec, Failli.

Avis est par le présent donné que J. H. Patry, marchand de fer, de Québec, a, le 13 février 1902, fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district de Québec.

GEORGE DARVEAU,

Gardien provisoire.

Bureau : 244, rue Saint-Joseph.

Québec, 13 février 1902.

777

Province de Québec, }
District de Montréal. } Cour Supérieure.

In re J. A. Teasdale, manufacturier de matelas et de lits, de Montréal, Failli ;

et

Alex. Desmarteau, Curateur.

Un premier et dernier bordereau de dividendes a été préparé dans cette affaire, et sera sujet à objec-

Appointments

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION

Appointment of school commissioners.

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 11th of February instant, 1902, to appoint Messrs Adjutor Haley and Moïse Pitre, school commissioners for the municipality of Saint Laurent de Matapédia, county of Bonaventure, to replace Messrs Donald Irvine and Thomas Doyron, whose term of office has expired.

770

PROVINCIAL SECRETARY DEPARTMENT.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, on the 14th of February, 1902, in virtue of the provisions of article 327 of the municipal code, to appoint Messrs. François Gagnon, Octave Ducas and Joseph Ploude, councillors of the municipality of Saint Moïse, county of Matane, no election having been held in January, 1902.

788

Government Notices

DEPARTMENT OF AGRICULTURE.

Public notice is hereby given that the farmers clubs hereinafter mentioned, having transmitted to the department of agriculture the declaration required by law, and having complied with all the requirements of the statute 56 Victoria, chapter 20, the undersigned authorizes the formation of these clubs, which are hereby constituted in corporations.

In the county of Pontiac, the following club is authorized under the following name, to wit :

"Farmer's club of the municipality of township Litchfield."

In the county of Sherbrooke, the following club is authorized under the following name :

"Farmer's club of the municipality of township Compton."

F. G. MIVILLE DECHENE,

Minister of agriculture.

Quebec, 13th February, 1902

786

Bankrupt Notices

Province of Québec, }
District of Québec. } Superior Court.

In re J. H. Patry, Québec, Insolvent.

Notice is hereby given that J. H. Patry, hardware merchant, of Québec, has, on the 13th day of February, 1902, made a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors, at the prothonotary's office of the superior court for the district of Québec.

GEORGE DARVEAU,

Provisional guardian.

Office : 244, Saint Joseph street.

Québec, 13th February, 1902.

778

Province of Québec, }
District of Montreal. } Superior Court.

In re J. A. Teasdale, mattress and bedding mfr., of Montreal, Insolvent ;

and

Alex. Desmarteau, Curator.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection

tion jusqu'au 3e jour de mars 1902, après laquelle date les dividendes sera payable dans mon bureau.

ALEX. DESMARTEAU,
Curateur.

1598, rue Notre-Dame.
Montréal, 13 février 1902. 779

Canada,
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District d'Arthabaska. }
Thibaudeau, Frères & Cie, Requérent cession ;

et

F. W. Farley, Débiteur.
Avis est par le présent donné que le dit F. W. Farley, de Stanfold, a, le onzième jour de février 1902, fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, entre les mains du protonotaire de la cour supérieure du district d'Arthabaska.

GEO. LEFAIVRE,
Gardien provisoire.

Bureau de Lefavre & Taschereau,
48 rue Saint-Pierre.
Québec, 13 février 1902. 773

Province de Québec, } *Cour Supérieure*
District d'Arthabaska. }
Thibaudeau, Frères & Cie., Réquérent cession ;

vs

J. O. Legendre, Débiteur.
Avis est par le présent donné que le dit J. G. Legendre, de Victoriaville, a, le onzième jour de février 1902, fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, entre les mains du protonotaire de la cour supérieure du district d'Arthabaska.

GEO. LEFAIVRE,
Gardien provisoire.

Bureau de Lefavre & Taschereau,
48, rue Saint-Pierre.
Québec, 13 février 1902. 775

Province de Québec, } *Cour Supérieure*
District de Québec. }
Thibaudeau, Frères & Cie., Réquérent cession ;

et

John Lavallée, Débiteur.
Avis est par le présent donné que le dit John Lavallée, de Saint-Charles, comté de Bellechasse, a, le treizième jour de février 1902, fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, entre les mains du protonotaire de la cour supérieure du district de Québec.

GEO. LEFAIVRE,
Gardien provisoire.

Bureau de Lefavre & Taschereau,
48, rue Saint-Pierre.
Québec, 13 février 1902. 771

Index de la Gazette Officielle de Québec, No. 7

ANNEXION DE MUNICIPALITÉS :—Demande d' :—Divers lots de Saint-Médard de Warwick à la municipalité Chénier, comté d'Arthabaska, 421 ; Divers lots de Saint-Sauveur à la municipalité Mille-Isles, No 1, comté d'Argenteuil, 421.

ANNONCEURS :—Avis aux :—Concernant avis, etc., 417.

AVIS :—Effets de bagage non réclamés, Ciedu chemin de fer du Pacifique Canadien, 439 ; Permis d'entrée en vertu de la loi martiale, 449.

until the 3rd day of March, 1902, after which date dividends will be payable at my office.

ALEX. DESMARTEAU,
Curator.

1598, Notre Dame street.
Montreal, 13th February, 1902. 780

Canada,
Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Arthabaska. }
Thibaudeau, Frères & Cie, Petitioners for assignment ;
and

F. W. Farley, Debtor.
Notice is hereby given that the said F. W. Farley, of Stanfold, has, on the eleventh day of February, 1902, made a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors, at the prothonotary's office of the superior court for the district of Arthabaska.

GEO. LEFAIVRE,
Provisional guardian.

Office of Lefavre & Taschereau,
48, Saint Peter street.
Quebec, 13th February, 1902. 774

Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Arthabaska. }
Thibaudeau, Frères & Cie, Petitioners for assignment ;
and

J. O. Legendre, Debtor.
Notice is hereby given that the said J. O. Legendre, of Victoriaville, has, on the eleventh day of February, 1902, said insolvent debtor has made a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors, at the prothonotary's office of the superior court for the district of Arthabaska.

GEO. LEFAIVRE,
Provisional guardian.

Office of Lefavre & Taschereau,
48, Saint Peter street.
Quebec, 13th February, 1902. 776

Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Quebec. }
Thibaudeau, Frères & Cie., Petitioners for assignment ;
and

John Lavallée, Debtor.
Notice is hereby given that the said John Lavallée, of Saint Charles, county of Bellechasse, has, on the thirteenth day of February, 1902, made a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors, at the prothonotary's office of the superior court for the district of Quebec.

GEORGE LEFAIVRE,
Provisional guardian.

Office of Lefavre & Taschereau,
48, Saint Peter street.
Quebec, 13th February, 1902. 772

Index of the Quebec Official Gazette, No. 7

MUNICIPALITIES ANNEXED :—Applying for :—Several lots of Saint Médard de Warwick to the municipality of Chénier, county of Arthabaska, 421 ; Several lots of Saint Sauveur to the municipality Mille-Isles, No. 1, county of Argenteuil, 421.

ADVERTISERS :—Notice to :—Respecting notices &c, 417.

NOTICES :—Articles of unclaimed baggage, Canadian Pacific Railway Coy, 439 ; Permit to land under martial law, 449.

AVIS DE CANCELLATION :—*Canton de :—*Bungay, 420 ; Cabano, 421 ; Guigues, 420 ; La Barre, 421 ; Tourelle, 421.

BILLS PRIVÉS, P. Q. :—*Avis au sujet des :—*Assemblée législative, 423 ; Au sujet de la date de réception, 421 ; Conseil législatif, 422.

CERCLES AGRICOLES :—Formation de :—Comtés de Pontiac, 452 ; Sherbrooke, 452.

DEMANDES A LA LÉGISLATURE :—Admettre Jos. Germino à la pratique du notariat, 433 ; Admettre Jos. Nap. Landry à la pratique de médecine et de chirurgie, 435 ; Admettre W. C. Mills, médecin, 426 ; Amender acte d'incorporation, cité de Hull, 433 ; Amender charte de la ville de Fraserville, 427 ; Amender l'acte d'incorporation de la Protestant Hospital for the insane, 434 ; Amender charte de l'Association des Barbiers de la province de Québec, 427 ; Autoriser les municipalités et corporations à devenir actionnaires dans la Montreal Bridge Coy, 426 ; Beauharnois Heat, Light & Power Coy, 430 ; Canadian Electric Light Coy, 434 ; Cie d'Assurance Mutuelle contre le feu, du Canada, 427 ; Cie de pulpe de Chicoutimi, 433 ; Cie de téléphone de Montmorency, 430 ; Corporation des huissiers du district de Montréal, 435 ; Demande d'emprunter une somme par la cité de Québec, 428 ; Incorporer la Cie électrique de Sorel, 425 ; Incorporer la société d'administration générale, 435 ; Incorporation de Kamou-Tem-Littoral Electrique, 431 ; Incorporer la Cie d'exposition agricole et industrielle de Saint-Jean, 428 ; Incorporer l'Association de bienfaisance des boulangers de la cité de Montréal, 434 ; Incorporation de Saint Ann Coy, 428 ; Incorporer la Cie électrique de Beauce, 423 ; Loi divisant la municipalité de Saint-Malo, 429 ; L'Association littéraire, musicale et athlétique de tempérance de Montréal, 434 ; Loi pour inclure le comté de Lotbinière et la ville de Lévis pour l'entretien du pont Garneau, 433 ; L'Union mutuelle Universelle, 430 ; Modifier charte compagnie hypothécaire, 429 ; Passer loi pour définir droits dans cimetière N.-D. des Neiges, 435 ; Pouvoir d'hypothéquer certains immeubles de la succession Beaudry, pour fins municipales, 427 ; Power, Pulp & Paper Coy of North America, 429 ; Ratifiant la vente de certains terrains au chemin de fer de Québec et Lac Saint-Jean, 432 ; Refonte de la loi incorporant la ville de Lachine, 429 ; Séparer l'Île D'Anticosti du comté de Saguenay, 430 ; Succession Beaudry pour obtenir certains pouvoirs, 427 ; Shawinigan Carbide Coy, 435 ; Shawinigan Terminal Railway Coy, 429 ; Shawinigan Water & Power Coy, 426 ; The Liverpool & London & Globe Insurance Coy, 426 ; The Levis Railway County Coy, 433 ; The Montreal Railway Coy, 430.

FAILLIS :—Boyer & Co., 442 ; Descheneaux, 441 ; Dme Laferrière, 442 ; Doran, 442 ; Dme Quesnel, 443 ; Farley, 453 ; Lacourse & Lefrançois, 441 ; Lavallée, 453 ; Lefebvre *et al.*, 443 ; Legendre, 453 ; Odell, 442 ; Patry, 452 ; Royal hat & cap manufacturing Coy, 442 ; Teasdale, 452 ; Williamson, 443.

LETTRES PATENTES, DEMANDES DE :—Chaleurs Bay Mills, 437 ; Granda Hermanos Y Ca, 438 ; Journal of Commerce Coy, 437 ; La Cie de laiterie Saint-Laurent, 436 ; The Boas Felsen Coy, 436 ; The Chapman-Dart Co., Ltd., 439.

MEMBRE ÉLU :—District électoral de Beauce : Jos. Arthur Godbout, 417.

MINUTES DES NOTAIRES, DEMANDES DE TRANSFERT :—De François Théophile Langevin et Jos. Napoléon Colpron à Camille Perrault, 422.

NOTICES OF CANCELLATION :—*Township of :—*Bungay, 420 ; Cabano, 421 ; Guigues, 420 ; La Barre, 421 ; Tourelle, 421.

PRIVATE BILLS, P. Q. :—*Notices Respecting the :—*Legislative Assembly, 423 ; Relating the date of reception, 421 ; Legislative Council, 422.

FARMERS' CLUBS :—Formation of :—Counties of Pontiac, 452 ; Sherbrooke, 452.

APPLICATIONS TO THE LEGISLATURE :—To admit Jos. Germino to the practice as notary, 433 ; To admit Jos. Nap. Landry to the practice of medicine and surgery, 435 ; To admit W. C. Mills, physician, 426 ; To amend the act of incorporation, city of Hull, 433 ; To amend charter of the town of Fraserville, 427 ; To amend the act of incorporation of the Protestant Hospital for the insane, 434 ; To amend charter of the Provincial Barbers Association of the province of Quebec, 427 ; Authorizing the municipalities and corporations to become shareholders in the Montreal Bridge Coy, 426 ; Beauharnois Heat, Light & Power Coy, 430 ; Canadian Electric Light Coy, 434 ; Cie d'Assurance Mutuelle contre le feu, du Canada, 427 ; Cie de pulpe de Chicoutimi, 433 ; Cie de téléphone de Montmorency, 430 ; Corporation of bailiffs of the district of Montreal, 435 ; Application to borrow a sum by the city of Quebec, 428 ; To incorporate La Cie électrique de Sorel, 425 ; Incorporation of Kamou-Tem-Littoral Electrique, 431 ; To incorporate the Cie d'exposition agricole et industrielle de Saint Jean, 428 ; To incorporate l'Association des boulangers de a cité de Montreal, 434 ; Incorporation of Saint Ann Coy, 428 ; To incorporate the Beauce Electric Coy, 432 ; Act dividing the municipality of Saint Malo, 429 ; The temperance, literary, musical and athletic association of Montreal, 434 ; Law to include the county of Lotbinière and the town of Lévis for the maintenance of Garneau bridge, 433 ; L'Union Mutuelle Universelle, 430 ; To modify charter of the mortgage Coy, 429 ; To pass a bill to define rights in the cemetery of N.D. des Neiges, 435 ; Right to hypothecate certain immovables of the estate Beaudry, for municipal purposes, 427 ; Power Pulp & Paper Coy of North America, 429 ; Ratifying the sale of certain lands to the Quebec & Lake Saint John Railway, 432 ; Consolidation of the law incorporating the town of Lachine, 429 ; To separate the Island of Anticosti from the county of Saguenay, 430 ; Estate Beaudry to obtain certain powers, 427 ; Shawinigan Carbide Coy, 435 ; Shawinigan Terminal Railway Coy, 429 ; Shawinigan Water & Power Coy, 426 ; The Liverpool & London & Globe Insurance Coy, 426 ; The Levis Railway County Coy, 433 ; The Montreal Railway Coy, 430.

INSOLVENTS :—Boyer & Co., 442 ; Descheneaux, 441 ; Dme Laferrière, 442 ; Doran, 442 ; Dme Quesnel, 443 ; Farley, 453 ; Lacourse & Lefrançois, 441 ; Lavallée, 453 ; Lefebvre *et al.*, 443 ; Legendre, 453 ; Odell, 442 ; Patry, 452 ; Royal hat & cap manufacturing Coy, 442 ; Teasdale, 452 ; Williamson, 443.

LETTERS PATENT, COMPANIES APPLYING FOR :—Chaleurs Bay Mills, 437 ; Granda Hermanos Y. Ca., 338 ; Journal of Commerce Coy, 437 ; La Cie de Laiterie Saint Laurent, 436 ; The Boas Felsen Coy, 436 ; The Chapman-Dart Co., Ltd., 439.

MEMBER ELECTED :—Electoral district of Beauce : Jos. Arthur Godbout, 417.

MINUTES OF NOTARIES, APPLYING FOR :—From François Théophile Langevin and Jos. Napoléon Colpron to Camille Perrault, 422.

NOMINATIONS : —*Conseillers municipaux* : — Sainte-Germaine du Lac Etchemin, comté Dorchester, 418 ; Saint-Moïse, comté de Matane, 452.

Commissaires d'écoles : — Cap-Rouge, comté de Québec, 418 ; Saint-Laurent de Matapédia, comté de Bonaventure, 452.

Cour des commissaires : — Sainte-Majorique, comté de Terrebonne, 418.

Percepteur du revenu provincial : — District d'Ottawa Nord, 417.

PROCLAMATION : — Termes de cour de magistrats ; Comté de Bonaventure, 418.

RÈGLE DE COUR : — Hogue vs O'Gilvie *et al*, 443.

SÉPARATIONS DE BIENS : — Dmes Chapleau vs Pepin, 440 ; Grenier vs Fournier, 440 ; Lacroix vs Masseau, 440 ; Laforce vs Dufour, 441 ; Lebeau vs Léveillé, 440 ; Longtin vs Lefebvre, 441 ; Pelletier vs Tanguay, 441 ; Savaria vs Aubertin, 439 ; Turner vs Descheneaux, 440.

SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS : — Dme Hébert vs Michaud, 440.

VENTES PAR LES SHERIFS

BEDFORD : — Desmarais vs Salois, 444.

GASPÉ : — Lelièvre vs Lelièvre, 444.

IBERVILLE : — Chicoine vs Martel, 445 ; The Merchants Bank of Canada vs Labossière, 445.

JOLIETTE : — Fall River wholesale grocery vs Caisse, 446.

MONTMAGNY : — Bernier vs Bernier, 446 ; Lacroix vs Dme Gagnon, 446.

MONTREAL : — Leblanc vs Leblanc, 447 ; Le Crédit Foncier Franco Canadien vs Dunlop, 447 ; L'honorable Masson vs Dme Thompson, 448 ; Paiement vs Goldstein, 448.

QUEBEC : — Guillot vs Dme Garant, 449 ; Labrecque *ès-qual.*, vs Goodfellow, 449.

RICHELIEU : — Moody *et al*, vs Brissette *et al*, 449.

TROIS-RIVIÈRES : — Lavergne vs Lavergne, 451 ; Smith & Larivière, faillis, 450.

APPOINTMENTS —*Municipal councillors* : — Sainte-Germaine du Lac Etchemin, county of Dorchester, 418 ; Saint Moïse, county of Matane, 452.

School commissioners : — Cap Rouge, county of Quebec, 418 ; Saint Laurent de Matapédia, county of Bonaventure, 452.

Commissioners' court : — Sainte Marguerite, county of Terrebonne, 418.

Provincial in land revenue collector : — District of Ottawa North, 417.

PROCLAMATIONS : — Magistrates' court terms : County of Bonaventure, 418.

RULE OF COURT : — Hogue vs O'Gilvie *et al*, 443.

SEPARATIONS AS TO PROPERTY : — Dmes Chapleau vs Pepin, 440 ; Grenier vs Fournier, 440 ; Lacroix vs Masseau, 440 ; Laforce vs Dufour, 441 ; Lebeau vs Léveillé, 440 ; Longtin vs Lefebvre, 441 ; Pelletier vs Tanguay, 441 ; Savaria vs Aubertin, 439 ; Turner vs Descheneaux, 440.

SEPARATION FROM BED AND BOARD : — Dme Hébert vs Michaud, 440.

SHERIFF'S SALES :

BEDFORD : — Desmarais vs Salois, 444.

GASPE : — Lelièvre vs Lelièvre, 444.

IBERVILLE : — Chicoine vs Martel, 445 ; The Merchants Bank of Canada vs Labossière, 445.

JOLIETTE : — Fall River wholesale grocery vs Caisse, 446.

MONTMAGNY : — Bernier vs Bernier, 446 ; Lacroix vs Dme Gagnon, 446.

MONTREAL : — Leblanc vs Leblanc, 447 ; Le Crédit Foncier Franco Canadien vs Dunlop, 447 ; L'honorable Masson vs Dme Thompson, 448 ; Paiement vs Goldstein, 448.

QUEBEC : — Guillot vs Dme Garant, 449 ; Labrecque *ès-qual.*, vs Goodfellow, 449.

RICHELIEU : — Moody *et al*, vs Brissette *et al*, 449.

THREE RIVERS : — Lavergne vs Lavergne, 451 ; Smith & Larivière, insolvents, 450.

